

De aanbevelingen van het selectiecomité worden ter beslissing voorgelegd aan de Regering. Wordt het project aangenomen, dan sluit de Regering een overeenkomst met de projectpromotor. Wordt het project geweigerd of de beslissing uitgesteld, dan draagt de Regering de beheerautoriteit op om de aanvrager hiervan in kennis te stellen.

Het selectiecomité stelt zijn huishoudelijk reglement op in onderlinge overstemming met de beheerautoriteit; dat reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Regering.

Hoofdstuk 3. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

Art. 7. Belangenconflicten en wrakingsgronden

§ 1 - Er is een belangenconflict wanneer een lid van het toezichtscomité of het selectiecomité tegelijkertijd als projectpromotor aan een zitting deelneemt.

Private of persoonlijke relaties met een projectpromotor die bij objectieve beschouwing de schijn van vooringenomenheid kunnen wekken, gelden als wrakingsgronden. Dat is met name het geval wanneer een lid van het toezichtscomité of het selectiecomité met een persoon die betrokken is bij het project waarop toezicht moet worden uitgeoefend, gehuwd is of is geweest, wettelijk of feitelijk samenwoont, een feitelijk gezin vormt, in rechte lijn verwant of aanverwant is of is geweest.

§ 2 - Het betrokken lid van het toezichtscomité of het selectiecomité moet het belangenconflict of de wrakingsgrond aan het begin van de zitting melden. De voorzitter van het toezichtscomité of het selectiecomité vraagt de leden daarnaar aan het begin van de zitting en ziet erop toe dat de regels worden nageleefd in geval van een belangenconflict of een wrakingsgrond.

Wanneer een ingediende of goedgekeurde aanvraag door het toezichtscomité of het selectiecomité wordt beoordeeld of besproken, mogen de leden met een belangenconflict of een wrakingsgrond, niet deelnemen aan de bespreking, noch aan de beoordeling of de stemming.

Hoofdstuk 4. — *Slotbepalingen*

Art. 8. Overgangsbepaling

Het toezichtscomité dat werd geïnstalleerd krachtens het besluit van de Regering van 13 november 2014 tot oprichting van een toezichtscomité en een selectiecomité voor het Europees Sociaal Fonds 2014-2020, voleindigt zijn mandaat tot de definitieve afsluiting van de uitvoering van het Europees Sociaal Fonds 2014-2020 volgens de voorschriften van hetzelfde besluit.

Art. 9. Opheffingsbepaling

Het besluit van de Regering van 13 november 2014 tot oprichting van een toezichtscomité en een selectiecomité voor het Europees Sociaal Fonds 2014-2020 wordt opgeheven.

Art. 10. Inwerkingtreding

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt aangenomen.

Art. 11. Uitvoeringsbepaling

De minister bevoegd voor de coördinatie en het beheer van Europese structuurfondsen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 10 november 2022.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen en Financiën,
O. PAASCH

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2023/45247]

19 MAI 2023. — Décret insérant des dispositions relatives aux canaux de signalement et à la protection des personnes qui signalent une violation au sein des services ou organes d'une autorité locale dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret transpose la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union, en ce qui concerne les services et organes des autorités locales.

Art. 2. Dans la première Partie, Livre II, Titre 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il est inséré un chapitre IX intitulé « Des canaux de signalement et de la protection des personnes qui signalent une violation ».

Art. 3. Dans le chapitre IX, inséré par l'article 2, il est inséré une section 1^{re} intitulée « Objet, définitions et champs d'application ».

Art. 4. Dans la section 1^{re}, insérée par l'article 3, il est inséré un article L1219-1 rédigé comme suit :

« Art. L1219-1. Le présent chapitre transpose la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union, en ce qui concerne les services et organes des autorités locales au sens de l'article L3111-1, § 1^{er}, à l'exception de celles visées à l'article L3111-1, § 1^{er}, 4^o, 7^o, 8^o, 9^o et 10^o. ».

Art. 5. Dans la section 1^{re}, insérée par l'article 3, il est inséré un article L1219-2

rédigé comme suit :

« Art. L1219-2. Pour l'application du présent chapitre, l'on entend par :

1^o *violations* :

a) les actes ou omissions, par un membre du personnel d'un service de l'autorité communale dans le cadre de l'exercice de ses fonctions ou par l'organe, qui :

1) sont illicites et ont trait aux actes de l'Union et aux domaines relevant du champ d'application matériel de la directive 2019/1937 ou;

2) vont à l'encontre de l'objet ou de la finalité des règles prévues dans les domaines relevant du champ d'application matériel de la directive (UE) 2019/1937 ou;

3) vont à l'encontre des dispositions européennes, légales, décrétales et réglementaires applicables en droit interne ou;

4) impliquent un risque inacceptable pour la vie, la santé ou la sécurité des personnes ou pour l'environnement, tel que défini par arrêté;

b) le fait d'ordonner ou conseiller sciemment à un membre du personnel de commettre une violation telle que visée au a);

c) ne visent pas les actes ou omissions qui affectent exclusivement les droits individuels d'un membre du personnel et pour lesquels existent d'autres canaux ou procédures de signalement tels le harcèlement moral ou sexuel au travail protégé par la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail ou la discrimination au sens du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination;

d) ne concernent pas les conflits purement interpersonnels;

2^o *informations sur des violations* : des informations, y compris des soupçons raisonnables, concernant des violations effectives ou potentielles, qui se sont produites ou sont très susceptibles de se produire dans le service de l'autorité communale ou l'organe dans lequel l'auteur de signalement travaille ou a travaillé, et concernant des tentatives de dissimulation de telles violations;

3^o *membre du personnel* : le membre du personnel statutaire ou occupé par un contrat de travail, en ce compris les personnes dépositaires, par état ou par profession, de secrets qu'on leur confie, délégués syndicaux inclus;

4^o *service de l'autorité communale* : l'administration communale, la régie communale ordinaire, ou le secrétariat des membres des collèges communaux;

5^o *organe* : le conseil communal, le collège communal et les membres de ces organes;

6^o *signalement ou signaler* : la communication orale ou écrite d'informations sur des violations;

7^o *signalement interne* : la communication orale ou écrite d'informations sur des violations, effectuée auprès du référent intégrité;

8^o *référént intégrité* : le membre du personnel interne au service de l'autorité communale, désigné pour recevoir, examiner et assurer le suivi des signalements internes conformément à la section 2;

9^o *signalement externe* : la communication orale ou écrite d'informations sur des violations, effectuée auprès de l'autorité compétente intégrité;

10^o *autorité compétente intégrité* : le service désigné par le Gouvernement pour recevoir, examiner et assurer le suivi des signalements externes conformément à la section 3;

11^o *divulgaration publique ou divulguer publiquement* : la mise à disposition dans la sphère publique d'informations sur des violations;

12^o *auteur de signalement* : la personne physique qui signale ou divulgue publiquement des informations sur des violations qu'elle a obtenues dans le cadre de ses activités professionnelles;

13^o *facilitateur* : la personne physique qui aide un auteur de signalement au cours du processus de signalement dans un contexte professionnel et dont l'aide est confidentielle;

14^o *contexte professionnel* : les activités professionnelles passées ou présentes au sein des services visés aux 4^o et 5^o par lesquelles, indépendamment de la nature de ces activités, les personnes obtiennent des informations sur des violations et dans le cadre desquelles ces personnes peuvent faire l'objet de repréailles si elles signalent de telles informations;

15^o *personne concernée* : une personne physique ou morale qui est mentionnée dans le signalement ou la divulgation publique en tant que personne à laquelle la violation est attribuée ou à laquelle cette personne est associée;

16^o *repréailles* : tout acte ou omission direct ou indirect qui intervient dans un contexte professionnel, qui est suscité par un signalement interne ou externe ou une divulgation publique, et qui cause ou peut causer un préjudice injustifié à l'auteur de signalement;

17^o *suivi* : toute mesure prise par le référent intégrité ou par l'autorité compétente intégrité pour évaluer l'exactitude des allégations formulées dans le signalement et, le cas échéant, pour remédier à la violation signalée, y compris des mesures telles qu'une enquête, des poursuites, une action en recouvrement de fonds ou la clôture de la procédure;

18^o *retour d'informations* : la communication à l'auteur de signalement d'informations sur les mesures envisagées ou prises au titre de suivi et sur les motifs de ce suivi. ».

Art. 6. Dans la section 1^{re}, insérée par l'article 3, il est inséré un article L1219-3 rédigé comme suit :

« Art. L1219-3. § 1^{er}. Le présent chapitre établit des normes minimales communes pour la protection des personnes signalant les violations suivantes :

1^o *les violations qui relèvent du champ d'application des actes de l'Union européenne énumérés en annexe de la directive (UE) 2019/1937 et qui concernent les domaines suivants* :

a) les marchés publics;

b) les services, produits et marchés financiers et prévention du blanchiment et du financement du terrorisme;

- c) la sécurité et la conformité des produits;
- d) la sécurité des transports;
- e) la protection de l'environnement;
- f) la radioprotection et la sûreté nucléaire;
- g) la sécurité des aliments destinés à l'alimentation humaine et animale, la *santé et le bien-être des animaux*;
- h) la santé publique;
- i) la protection des consommateurs;
- j) la protection de la vie privée et des données à caractère personnel, ainsi que la sécurité des réseaux et des systèmes d'information;

2° les violations portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union visés à l'article 325 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et précisés dans les mesures pertinentes de l'Union;

3° les violations relatives au marché intérieur visé à l'article 26, § 2, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, y compris les violations des règles de l'Union en matière de concurrence et d'aides d'État; 4° les violations visées à l'article L1219-2, 1°.

§ 2. Le présent chapitre ne s'applique pas au domaine de la sécurité nationale sauf en ce qui concerne les signalements de violations portant sur des règles relatives aux marchés publics dans les domaines de la défense et de la sécurité dans la mesure où ces règles sont régies par la directive 2009/81/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 relative à la coordination des procédures de passation de certains marchés de travaux, de fournitures et de services par les pouvoirs adjudicateurs ou entités adjudicatrices dans les domaines de la défense et de la sécurité, et modifiant les directives 2004/17/CE et 2004/18/CE.

§ 3. Le présent chapitre ne porte pas atteinte :

1° aux dispositions relatives au signalement de violations qui sont prévues par d'autres dispositions légales ou réglementaires ainsi que les dispositions européennes directement applicables, en ce compris les dispositions adoptées en exécution de celles-ci;

2° aux dispositions du droit de l'Union ou du droit national concernant l'un ou l'autre des éléments suivants :

- a) la protection des informations classifiées;
- b) la protection du secret professionnel des avocats et du secret médical;
- c) le secret des délibérations judiciaires;
- d) les règles en matière de procédure pénale.

§ 4. Le présent chapitre n'affecte pas les règles relatives à l'exercice par les membres du personnel de leur droit de consulter leur organisation syndicale et à la protection contre toute mesure préjudiciable injustifiée suscitée par une telle consultation. ».

Art. 7. Dans la section 1^{re}, insérée par l'article 3, il est inséré un article L1219-4 rédigé comme suit :

« Art. L1219-4. § 1^{er}. Le présent chapitre s'applique à l'auteur de signalement travaillant au sein d'une autorité communale qui a obtenu des informations sur des violations dans un contexte professionnel, à savoir :

1° le membre du personnel qui signale ou divulgue publiquement des informations sur des violations qu'il a obtenues dans le cadre de ses activités professionnelles;

2° toute personne physique, y compris au moins celles visées ci-après, qui signale des informations sur des violations qu'elle a obtenues dans un contexte professionnel avec le service de l'administration communale ou avec l'organe :

- a) le stagiaire, soit la personne qui, sans être membre du personnel, effectue un stage rémunéré ou non;
- b) le bénévole, soit la personne qui, sans être membre du personnel, effectue des activités non rémunérées au sens de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires.

§ 2. Le présent chapitre s'applique également à l'auteur de signalement lorsqu'il signale ou divulgue publiquement des informations sur des violations obtenues dans le cadre d'une relation de travail qui a pris fin.

§ 3. Les mesures de protection de l'auteur de signalement énoncées à la section 5 s'appliquent également, le cas échéant, aux :

1° facilitateurs;

2° tiers qui sont en lien avec l'auteur de signalement et qui risquent de faire l'objet de représailles dans un contexte professionnel, tels que des collègues ou des proches de l'auteur de signalement. ».

Art. 8. Dans le chapitre IX, inséré par l'article 2, il est inséré une section 2 intitulée « Canaux et procédures de signalement interne ».

Art. 9. Dans la section 2, insérée par l'article 8, il est inséré un article L1219-5 rédigé comme suit :

« Art. L1219-5. § 1^{er}. Chaque administration communale d'une commune de dix mille habitants ou plus dispose d'au moins un référent intégrité.

§ 2. Tout membre du personnel de niveau A ou, à défaut, de niveau B peut être désigné référent intégrité conformément aux statuts et règlements communaux, après le lancement d'un appel interne.

Si aucun candidat ne se porte volontaire suite à l'appel interne, le référent intégrité est le directeur général adjoint ou, à défaut, le directeur général.

§ 3. La description de fonction du référent intégrité est concertée avec les organisations syndicales représentatives.

§ 4. Le référent intégrité, désigné conformément au paragraphe 2, est le référent intégrité des autres services qui dépendent directement de la commune. Si le statut du personnel prévoit qu'il y a plusieurs référents intégrité, l'un d'eux peut être le référent intégrité des autres services qui dépendent directement de la commune.

Un même référent intégrité communal peut être mutualisé avec une ou plusieurs autorités locales visées à l'article L1219-1 ou avec un centre public d'action sociale ou association régie par le chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale.

§ 5. L'existence, l'identité, la disponibilité, l'accessibilité et la mission du référent intégrité ainsi que les règles de confidentialité sont portées à la connaissance des membres du personnel et de leurs représentants, ainsi qu'au conseil communal, au collège communal, et aux organes de gestion des services communaux.

§ 6. Des informations claires et facilement accessibles concernant les canaux et les procédures de signalement internes et externes sont mises à disposition de toutes les personnes entrant dans le champ d'application du présent chapitre. ».

Art. 10. Dans la même section 2, il est inséré un article L1219-6 rédigé comme suit :

« Art. L1219-6. § 1^{er}. Le référent intégrité a pour mission :

1° d'écouter, d'informer et de conseiller les personnes qui envisagent de signaler, les auteurs de signalement ou les facilitateurs;

2° de recevoir, d'examiner tout signalement et, le cas échéant, de l'instruire;

3° d'assurer le suivi d'informations conformément à la présente section;

4° de maintenir la communication avec l'auteur de signalement et, si nécessaire, lui demander d'autres informations et lui fournir un retour d'informations;

5° d'informer de l'existence et des conditions pour recourir au signalement externe.

§ 2. S'il y a plusieurs référents intégrité, il est possible de préciser que celui qui est compétent pour assurer le suivi des signalements n'est pas celui qui reçoit les signalements, qui maintiendra la communication avec l'auteur de signalement et, si nécessaire, qui demandera d'autres informations et lui fournira un retour d'informations. ».

Art. 11. Dans la même section 2, il est inséré un article L1219-7 rédigé comme suit :

« Art. L1219-7. Le référent intégrité exerce sa mission de manière indépendante et impartiale.

A cette fin, le collège communal lui assure les garanties nécessaires :

1° en le protégeant contre toutes influences ou pressions inappropriées de toute personne et de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, en particulier contre toute pression visant à obtenir des informations concernant ou pouvant concerner l'exercice de sa fonction;

2° en mettant les moyens nécessaires à sa disposition afin qu'il puisse exercer sa fonction de façon entièrement confidentielle;

3° en lui permettant d'entretenir tous les contacts nécessaires à l'exercice de sa fonction;

4° en lui permettant d'acquérir ou d'améliorer les compétences et les connaissances nécessaires à l'exercice de sa fonction, par le biais de formations. ».

Art. 12. Dans la même section 2, il est inséré un article L1219-8 rédigé comme suit :

« Art. L1219-8. Le référent intégrité ne subit aucunes représailles fondées totalement ou partiellement sur les actes posés dans le cadre de l'exercice de sa fonction, en ce compris les menaces ou tentatives de représailles.

Les représailles, visées à l'alinéa 1^{er}, sont, notamment, pour autant qu'elles soient fondées totalement ou partiellement sur les actes posés dans le cadre de la fonction de référent intégrité :

1° le licenciement;

2° les mesures disciplinaires;

3° toute appréciation négative dans le cadre de toute procédure lui permettant une avancée barémique dans sa carrière;

4° le transfert de fonctions ou le changement de lieu de travail;

5° le refus ou la suspension des formations;

6° une évaluation négative ou faisant état d'une appréciation négative des faits liés au signalement;

7° la coercition, intimidation, harcèlement ou ostracisme;

8° toute discrimination, traitement désavantageux ou injuste. ».

Art. 13. Dans la même section 2, il est inséré un article L1219-9 rédigé comme suit :

« Art. L1219-9. § 1^{er}. Le membre du personnel qui obtient, dans un contexte professionnel, des informations sur une violation commise ou en voie d'être commise, peut le signaler immédiatement à son supérieur hiérarchique. S'il l'estime plus judicieux, il peut le signaler directement au référent intégrité.

L'ancien membre du personnel, soit la personne qui n'est plus en service, le stagiaire, soit la personne qui, sans être membre du personnel effectue un stage rémunéré ou non, ou le bénévole, soit la personne qui, sans être membre du personnel, effectue des activités non rémunérées au sens de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires, qui obtient dans un contexte professionnel des informations sur une violation commise ou en voie d'être commise, peut le signaler au directeur général lorsqu'il n'est pas le référent intégrité. S'il l'estime plus judicieux, il peut le signaler directement au référent intégrité.

§ 2. Le supérieur hiérarchique ou le directeur général, lorsqu'il n'est pas le référent intégrité, qui réceptionne un signalement assure immédiatement la transmission du dossier sans modification au référent intégrité.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, le supérieur hiérarchique ou le directeur général respecte la confidentialité de l'identité de l'auteur de signalement ainsi que de toute personne qui y est mentionnée ou liée.

§ 3. Les signalements anonymes ne sont pas pris en compte. ».

Art. 14. Dans la même section 2, il est inséré un article L1219-10 rédigé comme suit :

« Art. L1219-10. Le signalement au référent intégrité est introduit par écrit ou oralement, ou les deux.

Il est possible d'effectuer des signalements oralement par téléphone ou via d'autres systèmes de messagerie vocale et, sur demande de l'auteur de signalement, par le biais d'une rencontre en personne dans un délai raisonnable.

Si le signalement est introduit de manière orale, un procès-verbal est établi par le référent intégrité. Il est également donné la possibilité à l'auteur de signalement de vérifier et de rectifier le procès-verbal de la conversation. Le procès-verbal est signé par l'auteur de signalement.

Un accusé de réception du signalement est adressé à l'auteur de signalement au plus tard dans les sept jours à dater de la réception du signalement. ».

Art. 15. Dans la même section 2, il est inséré un article L1219-11 rédigé comme suit :

« Art. L1219-11. § 1^{er}. Le référent intégrité vérifie la recevabilité du signalement au regard des conditions fixées par le présent chapitre ainsi que la bonne foi de l'auteur de signalement.

L'auteur de signalement est informé de la recevabilité de son signalement.

Le signalement est irrecevable :

1° si le référent intégrité est incompétent;

2° si l'identité de l'auteur de signalement est inconnue puisque les signalements anonymes d'une violation suspectée ne sont pas pris en compte;

3° si l'auteur de signalement est de mauvaise foi;

4° en cas de signalements répétitifs qui ne contiennent aucune nouvelle information significative relative à un signalement antérieur clôturé.

Est de bonne foi, la personne qui a des motifs raisonnables de croire que les informations signalées sur les violations étaient véridiques au moment du signalement et que ces informations entrent dans le champ d'application du présent chapitre.

§ 2. Si le référent intégrité dispose de suffisamment d'éléments pour pouvoir conclure qu'il a acquis la connaissance d'un crime ou d'un délit, il applique sans délai la procédure prévue à l'article 29 du Code d'instruction criminelle.

§ 3. En cas d'irrecevabilité ou d'application de l'article 29 du Code d'instruction criminelle, le référent intégrité en informe par écrit l'auteur de signalement ainsi que le directeur général.

S'il apparaît que le directeur général est impliqué directement ou indirectement, le référent intégrité en informe le collège communal par écrit. Dans ce dernier cas, le directeur général n'est pas présent à la séance du collège communal au cours de laquelle cette information est abordée.

S'il apparaît que le directeur général qui est impliqué directement ou indirectement, assume la mission de référent intégrité, l'auteur de signalement s'adresse directement au collège communal et, le cas échéant, à l'autorité compétente intégrité.

S'il apparaît, en raison de l'objet de la violation constatée ou suspectée, ou de la qualité de la personne concernée, un manque de confidentialité ou de garantie d'indépendance quant au traitement du signalement, le référent intégrité transmet son dossier à l'autorité compétente intégrité. ».

Art. 16. Dans la même section 2, il est inséré un article L1219-12 rédigé comme suit :

« Art. L1219-12. § 1^{er}. Lorsque le signalement est recevable, le référent intégrité procède à son enquête.

L'introduction et l'enquête du signalement ne suspendent pas et n'interrompent pas les délais de prescription ou de recours administratifs ou judiciaires en cours pour les mêmes faits.

En cas d'information ou d'instruction judiciaire qui concerne le signalement soumis, le référent intégrité suspend son enquête.

§ 2. Le référent intégrité applique les principes généraux de bonne administration et respecte les droits de la défense.

§ 3. Le référent intégrité donne la possibilité à la personne concernée par le signalement de faire valoir utilement ses arguments sur les faits reprochés, s'il dispose de suffisamment d'éléments pour pouvoir conclure à l'existence d'une violation, après avoir reçu les documents et renseignements qu'il estime nécessaires. Il veille, à ce stade, à garantir l'anonymat de cette personne. ».

Art. 17. Dans la même section 2, il est inséré un article L1219-13 rédigé comme suit :

« Art. L1219-13. § 1^{er}. Le référent intégrité peut faire toute constatation sur place, se faire communiquer tous les documents et renseignements qu'il estime nécessaires et entendre toutes les personnes intéressées.

Il peut imposer des délais impératifs de réponse aux personnes concernées auxquelles il adresse des questions.

§ 2. L'article 458 du Code pénal est applicable au référent intégrité.

Le caractère secret ou confidentiel des pièces dont il demande la communication ne peut lui être opposé, sauf en matière de secret professionnel des avocats, du secret médical et du secret des délibérations judiciaires ainsi qu'en matière de secret concernant la défense nationale, de sûreté de l'État ou de politique extérieure.

Tout membre du personnel consulté dans le cadre de l'enquête menée par le référent intégrité est relevé de toute obligation de secret professionnel. ».

Art. 18. Dans la même section 2, il est inséré un article L1219-14 rédigé comme suit :

« Art. L1219-14. § 1^{er}. Au terme de l'enquête, le référent intégrité adresse au directeur général, ou au collège communal dans le cas prévu à l'article L1219-11, § 3, alinéa 2, un rapport circonstancié accompagné, le cas échéant, de recommandations à destination de la personne concernée.

Sauf si sa mission est suspendue, conformément à l'article L1219-12, § 1^{er}, alinéa 3, le référent intégrité informe l'auteur de signalement de la suite donnée à son signalement interne dans les trois mois à compter de l'accusé de réception du signalement, ou à défaut d'accusé de réception envoyé à l'auteur de signalement, trois mois à compter de l'expiration de la période de sept jours suivant le signalement.

Par décision motivée, le référent intégrité peut prolonger le délai visé à l'alinéa 2 pour une durée de trois mois. L'auteur de signalement est informé de cette décision.

§ 2. Ce rapport comporte la décision du référent intégrité :

1° de constater l'absence ou l'existence d'une violation;

2° d'adresser au directeur général, ou au collège communal dans le cas visé à l'article L1219-11, § 3, alinéa 2, toute recommandation et, le cas échéant, toute proposition tendant à remédier à la violation constatée;

3° de proposer à l'autorité locale compétente d'initier une procédure disciplinaire ou de licenciement à l'encontre du membre du personnel ayant commis une violation. ».

Art. 19. Dans le chapitre IX, inséré par l'article 2, il est inséré une section 3 intitulée « Canaux et procédures de signalement externe ».

Art. 20. Dans la section 3, insérée par l'article 19, il est inséré un article L1219-15 rédigé comme suit :

« Art. L1219-15. § 1^{er}. Le canal de signalement externe pour les violations constatées ou suspectées au sein des services de l'autorité communale ou de l'organe est institué auprès de l'autorité compétente intégrité.

§ 2. L'autorité compétente intégrité dispose des ressources nécessaires pour exercer sa mission.

§ 3. Les membres du personnel désignés par l'autorité compétente intégrité pour recevoir et traiter des signalements, sont chargés notamment d'assurer :

1° la mise à disposition de toute personne intéressée d'informations au sujet des procédures de signalement;

2° la réception et le suivi des signalements conformément à la présente section;

3° le maintien et le contact avec l'auteur du signalement dans le but de lui fournir un retour d'informations et de lui demander d'autres informations si nécessaire.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} reçoivent une formation spécifique aux fins du traitement des signalements. ».

Art. 21. Dans la section 3, insérée par l'article 19, il est inséré un article L1219-16 rédigé comme suit :

« Art. L1219-16. L'autorité compétente intégrité exerce sa mission de manière indépendante et autonome.

Elle est organisée de manière à garantir l'exhaustivité, l'intégrité et la confidentialité des informations et à empêcher l'accès à ces informations aux membres du personnel de l'autorité compétente intégrité non autorisés.

Elle permet le stockage durable d'informations conformément à l'article L1219-31 afin de permettre que des enquêtes complémentaires soient menées. ».

Art. 22. Dans la section 3, insérée par l'article 19, il est inséré un article L1219-17 rédigé comme suit :

« Art. L1219-17. L'autorité compétente intégrité publie, dans une section distincte, aisément identifiable et accessible de son site internet, au moins les informations suivantes :

1° les conditions pour bénéficier d'une protection au titre du présent chapitre;

2° les coordonnées nécessaires des canaux de signalement externe, en particulier les adresses électroniques et postales, et les numéros de téléphone de ces canaux, en indiquant si les conversations téléphoniques sont enregistrées ou non;

3° les procédures applicables au signalement de violations, y compris la manière dont l'autorité compétente intégrité peut demander à l'auteur de signalement de clarifier les informations signalées ou de fournir des informations supplémentaires, le délai pour fournir un retour d'informations, ainsi que le type de retour d'informations et son contenu;

4° le régime de confidentialité applicable aux signalements, et en particulier les informations relatives au traitement des données à caractère personnel conformément à l'article 17 de la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union, aux articles 5 et 13 du règlement (UE) 2016/679, à l'article 13 de la directive (UE) 2016/680 et à l'article 15 du règlement (UE) 2018/1725, selon le cas;

5° la nature du suivi à assurer en ce qui concerne les signalements;

6° les recours et les procédures relatives à la protection contre les représailles et la possibilité pour les personnes qui envisagent d'effectuer un signalement de recevoir des conseils confidentiels;

7° une notice expliquant clairement les conditions dans lesquelles la responsabilité des personnes qui effectuent un signalement auprès de l'autorité compétente intégrité ne serait pas engagée du fait d'une violation de la confidentialité en vertu de l'article L1219-29 mais aussi les cas où cette responsabilité pourrait être engagée si le signalement n'est pas fait dans le respect de la réglementation en vigueur. ».

Art. 23. Dans la section 3, insérée par l'article 19, il est inséré un article L1219-18 rédigé comme suit :

« Art. L1219-18. § 1^{er}. Des violations constatées ou suspectées au sein des services de l'autorité communale ou de l'organe peuvent être introduites auprès de l'autorité compétente intégrité par :

1° le référent intégrité;

2° l'auteur de signalement visé à l'article L1219-4 dans les hypothèses suivantes :

a) aucune mesure appropriée n'a été prise en réponse à son signalement interne dans le délai prescrit;

b) il peut craindre, en raison de l'objet de la violation constatée ou suspectée ou de la qualité de la personne concernée, un manque de confidentialité ou de garantie d'indépendance quant au traitement du signalement interne;

c) en l'absence de référent intégrité.

§ 2. Les signalements anonymes ne sont pas pris en compte. ».

Art. 24. Dans la même section 3, il est inséré un article L1219-19 rédigé comme suit :

« Art. L1219-19. § 1^{er}. L'auteur de signalement effectue un signalement par écrit ou oralement.

Il est possible d'effectuer des signalements oralement par téléphone ou via d'autres systèmes de messagerie vocale et, sur demande de l'auteur de signalement, par le biais d'une rencontre en personne dans un délai raisonnable.

Si le signalement est introduit de manière orale, un procès-verbal est établi par l'autorité compétente intégrité. Il est également donné la possibilité à l'auteur de signalement de vérifier et de rectifier le procès-verbal de la conversation. Le procès-verbal est signé par l'auteur de signalement.

§ 2. Un accusé de réception du signalement est adressé à l'auteur de signalement au plus tard dans les sept jours à dater de la réception du signalement, sauf demande contraire expresse de l'auteur de signalement ou à moins que l'autorité compétente ait des motifs raisonnables de croire qu'accuser réception du signalement compromettrait la protection de l'identité de l'auteur de signalement. ».

Art. 25. Dans la même section 3, il est inséré un article L1219-20 rédigé comme suit :

« Art. L1219-20. Lorsqu'un signalement est reçu par des canaux autres que les canaux de signalement externe ou par des membres du personnel autres que ceux chargés du traitement des signalements, les membres du personnel qui reçoivent le signalement s'abstiennent de divulguer toute information qui permettrait d'identifier l'auteur de signalement ou la personne concernée et transmettent immédiatement le signalement sans modification aux membres du personnel chargés du traitement des signalements. ».

Art. 26. Dans la même section 3, il est inséré un article L1219-21 rédigé comme suit :

« Art. L1219-21. § 1^{er}. L'autorité compétente intégrité vérifie la recevabilité du signalement au regard des conditions fixées par le présent chapitre ainsi que la bonne foi de l'auteur de signalement. L'auteur de signalement est informé de la recevabilité de son signalement.

Le signalement est irrecevable :

1° si l'autorité compétente intégrité est incompétente;

2° si l'identité de l'auteur de signalement est inconnue puisque les signalements anonymes d'une violation suspectée ne sont pas pris en compte;

3° si l'auteur de signalement est de mauvaise foi;

4° en cas de signalements répétitifs qui ne contiennent aucune nouvelle information significative relative à un signalement antérieur clôturé.

Est de bonne foi, la personne qui a des motifs raisonnables de croire que les informations signalées sur les violations étaient véridiques au moment du signalement et que ces informations entrent dans le champ d'application du présent chapitre.

§ 2. Si l'autorité compétente intégrité dispose de suffisamment d'éléments pour pouvoir conclure qu'elle a acquis la connaissance d'un crime ou d'un délit, elle applique sans délai la procédure prévue à l'article 29 du Code d'instruction criminelle.

§ 3. En cas d'irrecevabilité ou d'application de l'article 29 du Code d'instruction criminelle, l'autorité compétente intégrité en informe par écrit l'auteur de signalement ainsi que le directeur général.

S'il apparaît que le directeur général est impliqué directement ou indirectement, l'autorité compétente intégrité en informe le collège communal par écrit. Dans ce dernier cas, le directeur général n'est pas présent à la séance du collège communal au cours de laquelle cette information est abordée. ».

Art. 27. Dans la même section 3, il est inséré un article L1219-22 rédigé comme suit :

« Art. L1219-22. § 1^{er}. L'autorité compétente intégrité, après avoir dûment examiné la question, peut décider qu'une violation signalée est manifestement mineure et ne requiert pas d'autre suivi en vertu de la présente section que la clôture de la procédure.

Cela n'affecte pas d'autres obligations ou d'autres procédures applicables visant à remédier à la violation signalée, ni la protection accordée par le présent chapitre en ce qui concerne les signalements internes ou externes. En pareil cas, l'autorité compétente intégrité notifie à l'auteur de signalement sa décision et les motifs de cette décision.

§ 2. L'autorité compétente intégrité peut décider de clore les procédures en ce qui concerne les signalements répétitifs qui ne contiennent aucune nouvelle information significative sur des violations par rapport à un signalement antérieur à propos duquel les procédures concernées ont été closes, à moins que de nouveaux éléments juridiques ou factuels ne justifient un suivi différent. En pareil cas, l'autorité compétente intégrité notifie à l'auteur de signalement sa décision et les motifs de cette décision. ».

Art. 28. Dans la même section 3, il est inséré un article L1219-23 rédigé comme suit :

« Art. L1219-23. § 1^{er}. Lorsque le signalement est recevable ou à l'exception des cas visés à l'article L1219-21, l'autorité compétente intégrité procède à l'enquête.

L'introduction et l'enquête du signalement ne suspendent pas et n'interrompent pas les délais de prescription ou de recours administratifs ou judiciaires en cours pour les mêmes faits.

En cas d'information ou d'instruction judiciaire qui concerne le signalement soumis, l'autorité compétente intégrité suspend son enquête.

§ 2. L'autorité compétente intégrité applique les principes généraux de bonne administration et respecte les droits de la défense.

§ 3. L'autorité compétente intégrité donne la possibilité à la personne concernée par le signalement de faire valoir utilement ses arguments sur les faits reprochés, si elle dispose de suffisamment d'éléments pour pouvoir conclure à l'existence d'une violation, après avoir reçu les documents et renseignements qu'elle estime nécessaires. Elle veille, à ce stade, à garantir l'anonymat de cette personne. ».

Art. 29. Dans la même section 3, il est inséré un article L1219-24 rédigé comme suit :

« Art. L1219-24. § 1^{er}. L'autorité compétente intégrité peut faire toute constatation sur place, se faire communiquer tous les documents et renseignements qu'elle estime nécessaires et entendre toutes les personnes intéressées.

Elle peut imposer des délais impératifs de réponse aux personnes concernées auxquelles elle adresse des questions.

§ 2. L'article 458 du Code pénal est applicable aux membres du personnel chargés d'exercer la mission de l'autorité compétente intégrité.

Le caractère secret ou confidentiel des pièces dont elle demande la communication ne peut lui être opposé, sauf en matière de secret professionnel des avocats, du secret médical et du secret des délibérations judiciaires ainsi qu'en matière de secret concernant la défense nationale, de sûreté de l'État ou de politique extérieure.

Tout membre du personnel consulté dans le cadre de l'enquête menée par l'autorité compétente intégrité est relevé de toute obligation de secret professionnel. ».

Art. 30. Dans la même section 3, il est inséré un article L1219-25 rédigé comme suit :

« Art. L1219-25. § 1^{er}. Au terme de l'examen du signalement, l'autorité compétente intégrité établit un rapport circonstancié accompagné, le cas échéant, de recommandations à destination de la personne concernée.

L'autorité compétente intégrité informe l'auteur de signalement de la suite donnée à son signalement externe dans les trois mois à compter de l'accusé de réception du signalement, ou à défaut d'accusé de réception envoyé à l'auteur de signalement, trois mois à compter de l'expiration de la période de sept jours suivant le signalement.

§ 2. Ce rapport comporte la décision de l'autorité compétente intégrité :

1° de constater l'absence ou l'existence d'une violation;

2° d'adresser à l'autorité locale au sein de laquelle la violation a été constatée toute recommandation et, le cas échéant, toute proposition tendant à remédier à la violation constatée ou à améliorer le fonctionnement de son service ou de l'organe;

3° d'adresser toute recommandation à l'autorité locale visée au 2°, si elle constate que l'application de dispositions législatives, décrétales ou réglementaires aboutit à une iniquité, pour permettre de régler en équité la situation de l'auteur de signalement, dans le respect de ses compétences;

4° de proposer à l'autorité locale d'initier une procédure disciplinaire ou de licenciement à l'encontre du membre du personnel qui a commis une violation.

§ 3. Par décision motivée, l'autorité compétente intégrité peut prolonger le délai visé au paragraphe 1^{er} pour une durée n'excédant pas six mois. ».

Art. 31. Dans la même section 3, il est inséré un article L1219-26 rédigé comme suit :

« Art. L1219-26. L'autorité compétente intégrité ne peut remettre en cause le bien-fondé d'une décision juridictionnelle mais peut faire des recommandations à l'autorité locale concernée.

Elle peut, en cas d'inexécution d'une décision de justice passée en force de chose jugée, enjoindre à l'autorité locale concernée de s'y conformer dans un délai qu'elle fixe. Si cette injonction n'est pas suivie d'effet, l'inexécution de la décision de justice fait l'objet d'un rapport spécial. ».

Art. 32. Dans la même section 3, il est inséré un article L1219-27 rédigé comme suit :

« Art. L1219-27. L'autorité compétente intégrité est informée de la suite donnée à ses interventions.

Si l'autorité locale concernée par le signalement estime ne pas devoir tenir compte d'une recommandation formulée par l'autorité compétente intégrité, elle lui adresse une réponse motivée dans les trois mois.

L'autorité locale informe périodiquement l'auteur de signalement des suites réservées à son signalement. ».

Art. 33. Dans la même section 3, il est inséré un article L1219-28 rédigé comme suit :

« Art. L1219-28. L'autorité compétente intégrité réexamine ses procédures de réception des signalements et de suivi régulièrement, et au minimum une fois tous les trois ans. Lors du réexamen de ces procédures, elle tient compte de son expérience ainsi que de celle des autres autorités compétentes et adapte ses procédures en conséquence. ».

Art. 34. Dans le chapitre IX, inséré par l'article 2, il est inséré une section 4 intitulée « Dispositions communes aux signalements internes et externes ».

Art. 35. Dans la section 4, insérée par l'article 34, il est inséré un article L1219-29 rédigé comme suit :

« Art. L1219-29. § 1^{er}. Le référent intégrité et l'autorité compétente intégrité respectent la confidentialité de l'identité des parties concernées par l'enquête.

Ce devoir de confidentialité s'applique également pour toute autre information à partir de laquelle l'identité de l'auteur du signalement peut être directement ou indirectement déduite.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, l'identité de l'auteur de signalement, de toute personne qui aide l'auteur de signalement ou qui est associée à l'enquête, et toute autre information à partir de laquelle cette identité peut être directement ou indirectement déduite, peut être divulguée, si les personnes précitées l'autorisent expressément, ou si cela apparaît nécessaire et proportionné dans le cadre d'enquêtes menées par les autorités compétentes en matière de recherche d'infractions ou dans le cadre de procédures judiciaires, en vue de sauvegarder les droits de la défense des personnes mises en cause.

§ 3. Les divulgations effectuées en vertu de la dérogation prévue au paragraphe 2 font l'objet de mesures de sauvegarde appropriées en vertu des règles de l'Union et des règles belges applicables. En particulier, l'auteur du signalement est, avant la divulgation de son identité, informé de cette divulgation, à moins qu'une telle information ne risque de compromettre les enquêtes et les procédures judiciaires concernées. Lorsque le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité informe les auteurs de signalement du fait que leur identité va être divulguée, il doit leur adresser une explication écrite des motifs de la divulgation des données confidentielles concernées.

§ 4. Le référent intégrité et l'autorité compétente intégrité qui reçoivent des informations sur des violations qui comportent des secrets d'affaires ne peuvent pas utiliser ou divulguer ces informations à des fins allant au-delà de ce qui est nécessaire pour assurer un suivi approprié. ».

Art. 36. Dans la même section 4, il est inséré un article L1219-30 rédigé comme suit :

« Art. L1219-30. § 1^{er}. Le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité traite des données à caractère personnel afin de mener à bien les missions qui lui sont confiées en vertu du présent chapitre et plus particulièrement lorsqu'il accuse réception du signalement, prend connaissance du signalement et instruit celui-ci.

L'administration communale dans laquelle le référent intégrité exerce sa fonction ou l'autorité compétente intégrité est le responsable de traitement.

Le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité traite les données à caractère personnel suivantes :

1° l'identité, soit les noms, prénoms, coordonnées, le service d'affectation de toute personne qui effectue un signalement;

2° l'identité de toute personne qui fait l'objet d'un signalement d'une violation et ses coordonnées ainsi que son service d'affectation;

3° l'identité de toute personne qui aurait contribué, été témoin ou victime d'une violation ou parce qu'elle pourrait apporter des éléments d'information dans le cadre de l'enquête menée par le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité ainsi que ses coordonnées et son service d'affectation.

Le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité peut solliciter les coordonnées visées ci-avant auprès du service du personnel.

§<usb>2. Le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité transmet ces données uniquement :

- a) en cas d'autorisation expresse donnée par la personne visée par la divulgation;
- b) en cas d'application de l'article 29 du Code d'instruction criminelle;

c) si cela apparaît nécessaire et proportionné dans le cadre d'enquête menée par les autorités compétentes en matière de recherche d'infraction ou dans le cadre de procédure judiciaire en vue de sauvegarder les droits de la défense de personnes mises en cause.

§ 3. L'ensemble des données à caractère personnel collectées dans le cadre du présent chapitre sont détruites dans les cinq ans de la clôture de l'enquête, sauf en cas de poursuites pénales ou d'action judiciaire, auquel cas les données sont conservées jusqu'à dix ans après l'issue des poursuites ou de l'action.

§ 4. Lorsque le signalement est effectué sur support informatique ou par téléphone, le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité contrôle qu'il soit traité de manière sécurisée quant à la confidentialité de l'identité de l'auteur de signalement, de la personne concernée et de toute personne impliquée dans le signalement. ».

Art. 37. Dans la même section 4, il est inséré un article L1219-31 rédigé comme suit :

« Art. L1219-31. § 1^{er}. Le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité archive tous les signalements reçus, dans le respect des exigences de confidentialité prévues à l'article L1219-29.

§<usb>2. Lorsqu'une ligne téléphonique enregistrée ou un autre système de messagerie vocale enregistré est utilisé pour le signalement, avec le consentement de l'auteur de signalement, le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité a le droit de consigner le signalement oral sous l'une des formes suivantes :

- a) en effectuant un enregistrement de la conversation sous une forme durable et récupérable ou;
- b) par une transcription complète et précise de la conversation, établie par le membre du personnel chargé de traiter le signalement.

Le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité donne à l'auteur de signalement la possibilité de vérifier et de rectifier la transcription de l'appel. La transcription de l'appel est signée par l'auteur de signalement.

§ 3. Lorsqu'une ligne téléphonique non enregistrée ou un autre système de messagerie vocale non enregistré est utilisé pour le signalement, le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité a le droit de consigner le signalement oral sous la forme d'un procès-verbal précis de la conversation établi par le membre du personnel chargé de traiter le signalement. Le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité donne à l'auteur de signalement la possibilité de vérifier, de rectifier et d'approuver le procès-verbal de la conversation par l'apposition de sa signature.

§ 4. Lorsque le signalement fait suite à une rencontre entre l'auteur de signalement et le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité, les comptes rendus complets et précis de la rencontre sont conservés sous une forme durable et récupérable.

Le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité a le droit de consigner la rencontre sous l'une des formes suivantes :

- a) en effectuant un enregistrement de la conversation sous une forme durable et récupérable ou;
- b) par un procès-verbal précis de la rencontre établi par les membres du personnel chargés de traiter le signalement.

Le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité donne à l'auteur de signalement la possibilité de vérifier, de rectifier et d'approuver le procès-verbal de la rencontre par l'apposition de sa signature. ».

Art. 38. Dans le chapitre IX, inséré par l'article 2, il est inséré une section 5 intitulée « Protection de l'auteur de signalement ».

Art. 39. Dans la section 5, inséré par l'article 38, il est inséré un article L1219-32 rédigé comme suit :

« Art. L1219-32. Est interdite toute forme de représailles, en ce compris les menaces de représailles et les tentatives de représailles, prises à l'encontre de l'auteur de signalement au motif qu'il a dénoncé une violation.

Les éléments suivants constituent notamment une mesure de représailles :

- 1° prendre une décision de licenciement ou de démission d'office;
- 2° déplacer un membre du personnel ou refuser une demande en ce sens;
- 3° prendre une mesure d'ordre;
- 4° prendre une mesure d'ordre intérieur;
- 5° prendre une mesure disciplinaire;
- 6° prendre une mesure de suspension de formation;
- 7° priver un membre du personnel d'une augmentation salariale;
- 8° priver un membre du personnel de possibilités de nomination, de promotion ou d'évolution de carrière;
- 9° priver un membre du personnel contractuel de la conversion d'un contrat de travail temporaire en un contrat permanent, lorsque le travailleur pouvait légitimement espérer se voir offrir un emploi permanent;
- 10° priver un membre du personnel de facilités dont bénéficient les autres collaborateurs;
- 11° refuser un congé;
- 12° attribuer une évaluation défavorable;

13° mettre anticipativement fin au stage;

14° mettre anticipativement fin au bénévolat;

15° prendre des mesures de coercition, d'intimidation, de harcèlement ou d'ostracisme;

16° prendre des mesures discriminatoires ou traiter un membre du personnel de manière désavantageuse ou injuste. ».

Art. 40. Dans la section 5, insérée par l'article 38, il est inséré un article L1219-33 rédigé comme suit :

« Art. L1219-33. L'auteur de signalement bénéficie de la protection prévue par le présent chapitre pour autant que :

1° il ait eu des motifs raisonnables de croire que les informations signalées sur les violations étaient véridiques au moment du signalement et que ces informations entraînent dans le champ d'application du présent chapitre et;

2° il ait effectué un signalement soit interne conformément à la section 2, soit externe conformément la section 3, ou ait fait une divulgation publique conformément à l'article L1219-34. ».

Art. 41. Dans la même section 5, il est inséré un article L1219-34 rédigé comme suit :

« Art. L1219-34. § 1^{er}. Une personne qui fait une divulgation publique bénéficie de la protection prévue par le présent chapitre si les conditions suivantes sont remplies :

1° la personne a d'abord effectué un signalement interne et externe, ou a effectué directement un signalement externe conformément aux sections 2 et 3, mais aucune suite n'a été donnée en réponse au signalement dans le délai visé à l'article L1219-14, § 1^{er}, alinéa 2, ou à l'article L1219-25, § 1^{er}, alinéa 2, et § 3;

2° la violation suspectée faisant l'objet de la divulgation répond à la définition prévue par l'article L1219-2, 1°.

§ 2. Le présent article ne s'applique pas aux cas dans lesquels une personne révèle directement des informations à la presse en vertu de dispositions nationales spécifiques établissant un système de protection relatif à la liberté d'expression et d'information. ».

Art. 42. Dans la même section 5, il est inséré un article L1219-35 rédigé comme suit :

« Art. L1219-35. § 1^{er}. La période de protection prend cours :

1° pour l'auteur de signalement, à la date de réception de son signalement;

2° pour le membre du personnel qui a aidé l'auteur de signalement, à la date à laquelle il est reconnu comme tel par le référent intégrité ou l'autorité compétente intégrité;

3° pour le référent intégrité, à la date de son entrée en fonction.

§ 2. Le bénéfice de la protection n'est pas perdu au seul motif que le signalement effectué de bonne foi s'est avéré inexact ou infondé ou que les informations transmises de bonne foi se sont avérées inexactes ou infondées. ».

Art. 43. Dans la même section 5, il est inséré un article L1219-36 rédigé comme suit :

« Art. L1219-36. § 1^{er}. La protection n'est pas accordée au membre du personnel qui dénonce une violation sans avoir respecté les procédures prévues dans le présent chapitre.

§ 2. La protection n'est pas accordée au membre du personnel, auteur de signalement, lorsqu'il ressort du rapport écrit de l'examen :

1° qu'il a agi en sachant pertinemment que cette dénonciation n'est pas sincère;

2° qu'il est lui-même impliqué dans la violation dénoncée.

§ 3. La protection n'est pas accordée au membre du personnel associé à l'enquête lorsqu'il ressort du rapport écrit de l'enquête :

1° qu'il a délibérément fourni des informations malhonnêtes, non conformes à la réalité et manifestement incomplètes au référent intégrité ou à l'autorité compétente intégrité;

2° qu'il était lui-même impliqué dans la violation dénoncée. ».

Art. 44. Dans la même section 5, il est inséré un article L1219-37 rédigé comme suit :

« Art. L1219-37. Les personnes visées à l'article L1219-4 bénéficient, s'il y a lieu, de mesures de soutien tels que des informations et des conseils complets et indépendants, qui sont facilement accessibles au public et gratuits, sur les procédures et les recours disponibles, sur la protection contre les représailles, ainsi que sur les droits de la personne concernée. ».

Art. 45. Dans le chapitre IX, inséré par l'article 2, il est inséré une section 6 intitulée « Protection des personnes concernées ».

Art. 46. Dans la section 6, insérée par l'article 45, il est inséré un article L1219-38 rédigé comme suit :

« Art. L1219-38. § 1^{er}. Le référent intégrité et l'autorité compétente intégrité veillent à ce que l'identité des personnes concernées soit protégée aussi longtemps que les enquêtes déclenchées par le signalement ou la divulgation publique sont en cours.

§ 2. Les règles prévues à la section 4 concernant la protection de l'identité des auteurs de signalement s'appliquent également à la protection de l'identité des personnes concernées. ».

Art. 47. Dans le chapitre IX, inséré par l'article 2, il est inséré une section 7 intitulée « Sanctions ».

Art. 48. Dans la section 7, insérée par l'article 47, il est inséré un article L1219-39 rédigé comme suit :

« Art. L1219-39. Il n'y a pas d'infraction lorsqu'une personne qui, par état ou par profession, est dépositaire de secrets, signale ou divulgue publiquement ceux-ci dans le respect des conditions prévues par le présent chapitre. Cette disposition s'applique sans préjudice de la protection de la sécurité nationale, de la protection des informations classifiées dans le sens de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité, de la protection du secret professionnel des avocats et du secret médical, du secret des délibérations judiciaires et des règles en matière de procédure pénale. ».

Art. 49. Dans le chapitre IX, inséré par l'article 2, il est inséré une section 8 intitulée « Absence de renonciation aux droits et recours ».

Art. 50. Dans la section 8, insérée par l'article 49, il est inséré un article L1219-40 rédigé comme suit :

« Art. L1219-40. Les droits et recours prévus par le présent chapitre ne peuvent faire l'objet d'une renonciation ou être limités par un quelconque accord ou une quelconque politique, forme d'emploi ou condition de travail, y compris une convention d'arbitrage.

Sont nulles les dispositions contractuelles ou statutaires qui sont contraires au présent chapitre ou aux dispositions prises pour son exécution, ainsi que les clauses contractuelles qui prévoient une renonciation aux protections y conférées ou les dispositions prises pour son exécution. ».

Art. 51. Dans la première Partie, Livre II, Titre III, chapitre 1^{er}, section 2, du même Code, il est inséré un article L1231-14 rédigé comme suit :

« Art. L1231-14. Les articles L1219-1 à L1219-40 relatifs aux canaux de signalement et à la protection des personnes qui signalent une violation sont applicables mutatis mutandis aux régies communales autonomes.

Le terme « organe » défini à l'article L1219-2, 5^o, doit s'entendre du conseil d'administration, des organes restreints de gestion et de leurs membres.

Tout membre du personnel de niveau A ou, à défaut, de niveau B peut être désigné référent intégrité conformément aux statuts et règlements de la régie communale autonome, après le lancement d'un appel interne.

Si aucun candidat ne se porte volontaire suite à l'appel interne, le référent intégrité est la fonction dirigeante locale.

La description de fonction du référent intégrité est concertée avec les organisations syndicales représentatives.

Un référent intégrité est obligatoire si la régie communale autonome compte au moins cinquante membres du personnel.

Le référent intégrité peut être mutualisé avec une ou plusieurs autorités locales visées à l'article L1219-1, centres publics d'action sociale ou associations régies par le chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale. ».

Art. 52. Dans la première Partie, Livre V, Titre II, chapitre III, section 6, du même Code, il est inséré un article L1523-28 rédigé comme suit :

« Art. L1523-28. Les articles L1219-1 à L1219-40 relatifs aux canaux de signalement et à la protection des personnes qui signalent une violation sont applicables mutatis mutandis aux intercommunales.

Le terme « organe » défini à l'article L1219-2, 5^o, doit s'entendre de l'assemblée générale, du conseil d'administration, des organes restreints de gestion et de leurs membres.

Tout membre du personnel de niveau A ou, à défaut, de niveau B peut être désigné référent intégrité conformément aux statuts et règlements de l'intercommunale, après le lancement d'un appel interne.

Si aucun candidat ne se porte volontaire suite à l'appel interne, le référent intégrité est la fonction dirigeante locale.

La description de fonction du référent intégrité est concertée avec les organisations syndicales représentatives.

Un référent intégrité est obligatoire si l'intercommunale compte au moins cinquante membres du personnel.

Le référent intégrité de l'intercommunale peut être mutualisé avec une ou plusieurs autorités locales visées à l'article L1219-1, centres publics d'action sociale ou associations régies par le chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale. ».

Art. 53. Dans la deuxième Partie, Livre II, Titre II, chapitre 1^{er}, du même Code, il est inséré un article L2221-3 rédigé comme suit :

« Art. L2221-3. Les articles L1219-1 à L1219-40 relatifs aux canaux de signalement et à la protection des personnes qui signalent une violation sont applicables mutatis mutandis aux provinces.

Les articles L1219-1 à L1219-40 sont applicables mutatis mutandis aux régies provinciales autonomes.

Tout membre du personnel de niveau A, ou à défaut, de niveau B peut être désigné référent intégrité conformément aux statuts et règlements provinciaux, après le lancement d'un appel interne.

Si aucun candidat ne se porte volontaire suite à l'appel interne, le référent intégrité sera le directeur général ou la fonction dirigeante locale.

La description de fonction du référent intégrité est concertée avec les organisations syndicales représentatives.

Il en est de même pour les régies provinciales autonomes. Un référent intégrité est obligatoire si la régie provinciale autonome compte au moins cinquante membres du personnel.

Le référent intégrité peut être mutualisé avec une ou plusieurs autorités locales visées à l'article L1219-1, centres publics d'action sociale ou associations régies par le chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale.

Pour les provinces, le terme « organe » défini à l'article L1219-2, 5^o, doit s'entendre du conseil provincial, du collège provincial et de leurs membres.

Pour les régies provinciales autonomes, le terme « organe » défini à l'article L1219-2, 5^o, doit s'entendre du conseil d'administration, des organes restreints de gestion et de leurs membres. ».

Art. 54. Le Gouvernement arrête, si nécessaire, des modalités de fonctionnement et de procédure pour assurer la mise en oeuvre du présent décret.

Art. 55. Le présent décret entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 19 mai 2023.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2022-2023.

Documents du Parlement wallon, 1244 (2022-2023) N°s 1 à 7.

Compte rendu intégral, séance plénière du 17 mai 2023.

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/45247]

19. MAI 2023 — Dekret zur Einfügung von Bestimmungen über Meldekanäle und den Schutz von Personen, die einen Verstoß innerhalb der Dienststellen oder Organe einer lokalen Behörde melden, in den Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Durch das vorliegende Dekret wird die Richtlinie (EU) 2019/1937 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2019 zum Schutz von Personen, die Verstöße gegen das Unionsrecht melden, in Bezug auf die Dienste und Einrichtungen der lokalen Behörden umgesetzt.

Art. 2 - In Teil 1, Buch II, Titel 1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird ein Kapitel IX mit dem Titel "Meldekanäle und Schutz von Personen, die einen Verstoß melden" eingefügt.

Art. 3 - In das durch Artikel 2 eingefügten Kapitel IX wird ein Abschnitt 1 mit dem Titel "Gegenstand, Begriffsbestimmungen und Anwendungsbereich" eingefügt.

Art. 4 - In den durch Artikel 3 eingefügten Abschnitt 1 wird ein Artikel L1219-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L1219-1 - Durch das vorliegende Dekret wird die Richtlinie (EU) 2019/1937 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2019 zum Schutz von Personen, die Verstöße gegen das Unionsrecht melden, in Bezug auf die Dienststellen und Organe der lokalen Behörden der lokalen Behörden im Sinne von Artikel L3111-1 § 1 umgesetzt, mit Ausnahme der in Artikel L3111-1 § 1, 4°, 7°, 8°, 9° und 10° genannten Behörden."

Art. 5 - In den durch Artikel 3 eingefügten Abschnitt 1 wird ein Artikel L1219-2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L1219-2 - Zur Anwendung des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

1° *Verstöße*:

a) Handlungen oder Unterlassungen, die von einem Personalmitglied einer Dienststelle der Gemeindebehörde im Rahmen der Ausübung seines Amtes oder von dem Organ begangen werden, und die

1) rechtswidrig sind und mit den Rechtsakten der Union und den Bereichen in Zusammenhang stehen, die in den sachlichen Anwendungsbereich der Richtlinie 2019/1937 fallen, oder

2) dem Ziel oder dem Zweck der Vorschriften der Bereiche, die in den sachlichen Anwendungsbereich der Richtlinie (EU) 2019/1937 fallen, zuwiderlaufen, oder

3) den europäischen Bestimmungen und den Gesetzes-, Dekrets- und Verordnungsbestimmungen, die im innerstaatlichen Recht gelten, zuwiderlaufen oder

4) ein unannehmbares Risiko für das Leben, die Gesundheit oder die Sicherheit von Personen oder für die Umwelt, wie in einem Erlass festgelegt, mit sich bringen;

b) die wissentliche Anweisung oder der wissentliche Rat an einen Mitarbeiter, einen Verstoß wie unter a) beschrieben zu begehen;

c) sich nicht auf Handlungen oder Unterlassungen beziehen, die ausschließlich die individuellen Rechte eines Personalmitglieds betreffen und für die es andere Meldekanäle oder -verfahren gibt, wie z. B. moralische oder sexuelle Belästigung am Arbeitsplatz, die durch das Gesetz vom 4. August 1996 über das Wohlbefinden der Arbeitnehmer bei der Ausführung ihrer Arbeit geschützt ist, oder Diskriminierung im Sinne des Dekrets vom 6. November 2008 über die Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung;

d) sich nicht auf rein zwischenmenschliche Konflikte beziehen;

2° Informationen über Verstöße: Informationen, einschließlich begründeter Verdachtsmomente, in Bezug auf tatsächliche oder potenzielle Verstöße, die in der Dienststelle der Gemeindebehörde oder des Organs, in der bzw. dem der Hinweisgeber tätig ist oder war, bereits begangen wurden oder sehr wahrscheinlich erfolgen werden, sowie in Bezug auf Versuche der Verschleierung solcher Verstöße;

3° Personalmitglied: das statutarische Personalmitglied oder das im Rahmen eines Arbeitsvertrags beschäftigte Personalmitglied, einschließlich der Personen, die aufgrund ihres Standes oder ihres Berufs Geheimnisse verwahren, die ihnen anvertraut werden, einschließlich der Gewerkschaftsvertreter;

4° Dienststelle der Gemeindebehörde: die Gemeindeverwaltung, die ordentliche Gemeinderegierung oder das Sekretariat der Mitglieder der Gemeindekollegien;

5° Einrichtung: der Gemeinderat, das Gemeindekollegium und die Mitglieder dieser Organe;

6° Meldung oder melden: die mündliche oder schriftliche Mitteilung von Informationen über Verstöße;

7° Interne Meldung: die mündliche oder schriftliche Mitteilung von Informationen über Verstöße bei dem Integritätsbeauftragten;

8° Integritätsbeauftragter: der interne Mitarbeiter in der Dienststelle der Gemeindebehörde, der dazu benannt wurde, um interne Meldungen gemäß Abschnitt 2 entgegenzunehmen, zu prüfen und weiterzuverfolgen;

9° Externe Meldung: die mündliche oder schriftliche Mitteilung von Informationen über Verstöße an die zuständige Integritätsbehörde;

10° zuständige Integritätsbehörde: die Dienststelle, die von der Regierung benannt wurde, um externe Meldungen gemäß Abschnitt 3 entgegenzunehmen, zu prüfen und weiterzuverfolgen;

11° Offenlegung oder offenlegen: das öffentliche Zugänglichmachen von Informationen über Verstöße;

12° Hinweisgeber: eine natürliche Person, die im Zusammenhang mit ihren Arbeitstätigkeiten erlangte Informationen über Verstöße meldet oder offenlegt;

13° Mittler: eine natürliche Person, die einen Hinweisgeber bei dem Meldeverfahren in einem beruflichen Kontext unterstützt und deren Unterstützung vertraulich sein sollte;

14° beruflicher Kontext: laufende oder frühere Arbeitstätigkeiten in den unter 4° und 5° genannten Dienststellen, durch die Personen unabhängig von der Art der Tätigkeiten Informationen über Verstöße erlangen und bei denen sich diese Personen Repressalien ausgesetzt sehen könnten, wenn sie diese Informationen melden würden;

15° betroffene Person: eine natürliche oder eine juristische Person, die in der Meldung oder in der Offenlegung als eine Person bezeichnet wird, die den Verstoß begangen hat, oder mit der die bezeichnete Person verbunden ist;

16° Repressalien: direkte oder indirekte Handlungen oder Unterlassungen in einem beruflichen Kontext, die durch eine interne oder externe Meldung oder eine Offenlegung ausgelöst werden und durch die dem Hinweisgeber ein ungerechtfertigter Nachteil entsteht oder entstehen kann;

17° Folgemaßnahmen: vom Integritätsbeauftragten oder der zuständigen Integritätsbehörde ergriffene Maßnahmen zur Prüfung der Stichhaltigkeit der in der Meldung erhobenen Behauptungen und gegebenenfalls zum Vorgehen gegen den gemeldeten Verstoß, unter anderem durch Ermittlungen, Strafverfolgungsmaßnahmen, Maßnahmen zur (Wieder-)Einziehung von Mitteln oder Abschluss des Verfahrens;

18° Rückmeldung: die Unterrichtung des Hinweisgebers über die geplanten oder bereits ergriffenen Folgemaßnahmen und die Gründe für diese Folgemaßnahmen.“.

Art. 6 - In den durch Artikel 3 eingefügten Abschnitt 1 wird ein Artikel L1219-3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L1219-3 - § 1. Durch das vorliegende Kapitel werden gemeinsame Mindeststandards für den Schutz von Personen festgelegt, die folgende Verstöße melden:

1° Verstöße, die in den Anwendungsbereich der im Anhang der Richtlinie (EU) 2019/1937 aufgeführten Rechtsakte der Europäischen Union fallen und folgende Bereiche betreffen:

a) öffentliches Auftragswesen,

b) Finanzdienstleistungen, Finanzprodukte und Finanzmärkte sowie Verhinderung von Geldwäsche und Terrorismusfinanzierung,

c) Produktsicherheit und -konformität,

d) Verkehrssicherheit,

e) Umweltschutz,

f) Strahlenschutz und kerntechnische Sicherheit,

g) Lebensmittel- und Futtermittelsicherheit, Tiergesundheit und Tierschutz,

h) öffentliche Gesundheit,

i) Verbraucherschutz,

j) Schutz der Privatsphäre und personenbezogener Daten sowie Sicherheit von Netz- und Informationssystemen;

2° Verstöße gegen die finanziellen Interessen der Union im Sinne von Artikel 325 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union sowie gemäß den genaueren Definitionen in einschlägigen Unionsmaßnahmen;

3° Verstöße gegen die Binnenmarktvorschriften im Sinne von Artikel 26 Absatz 2 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, einschließlich Verstöße gegen Unionsvorschriften über Wettbewerb und staatliche Beihilfen;

4° die in Artikel L1219-2 Ziffer 1 erwähnten Verstöße.

§ 2. Dieses Kapitel gilt nicht für den Bereich der nationalen Sicherheit, außer in Bezug auf Meldungen von Verstößen, die Vorschriften für das öffentliche Auftragswesen in den Bereichen Verteidigung und Sicherheit betreffen, soweit diese Vorschriften durch die Richtlinie 2009/81/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Juli 2009 über die Koordinierung der Verfahren zur Vergabe bestimmter Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge in den Bereichen Verteidigung und Sicherheit und zur Änderung der Richtlinien 2004/17/EG und 2004/18/EG geregelt sind.

§ 3. Das vorliegende Kapitel berührt nicht

1° Bestimmungen über die Meldung von Verstößen, die in anderen Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen sowie in unmittelbar geltenden europäischen Bestimmungen, einschließlich der zur Durchführung dieser Bestimmungen erlassenen Vorschriften, vorgesehen sind;

2° Bestimmungen des Unionsrechts oder des nationalen Rechts, in Bezug auf alle folgenden Punkte:

- a) den Schutz von Verschlusssachen;
- b) den Schutz der anwaltlichen und ärztlichen Verschwiegenheitspflichten;
- c) das richterliche Beratungsgeheimnis;
- d) das Strafprozessrecht.

§ 4. Das vorliegende Kapitel berührt nicht die Vorschriften über die Ausübung des Rechts der Personalmitglieder, ihre Gewerkschaftsorganisation zu konsultieren, und über den Schutz vor jeder ungerechtfertigten benachteiligenden Maßnahme, die durch eine solche Konsultation hervorgerufen wird.“

Art. 7 - In den durch Artikel 3 eingefügten Abschnitt 1 wird ein Artikel L1219-4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L1219-4 - § 1. Das vorliegende Kapitel gilt für Hinweisgeber, die in einer Gemeindebehörde tätig sind und im beruflichen Kontext Informationen über Verstöße erlangt haben, und schließt mindestens folgende Personen ein:

1° das Personalmitglied, das im Zusammenhang mit seinen Arbeitstätigkeiten erlangte Informationen über Verstöße meldet oder offenlegt;

2° jede natürliche Person, einschließlich zumindest der nachstehend genannten, die Informationen über Verstöße meldet, die sie in einem beruflichen Zusammenhang mit der Dienststelle der Gemeindeverwaltung oder dem Organ erhalten hat:

- a) der Praktikant: eine Person, die, ohne Personalmitglied zu sein, ein bezahltes oder unbezahltes Praktikum absolviert;
- b) der Ehrenamtliche: eine Person, die, ohne Personalmitglied zu sein, unbezahlte Tätigkeiten im Sinne des Gesetzes vom 3. Juli 2005 Gesetz über die Rechte der Freiwilligen ausübt.

§ 2. Das vorliegende Kapitel gilt auch für Hinweisgeber, die Informationen über Verstöße melden oder offenlegen, von denen sie im Rahmen eines inzwischen beendeten Arbeitsverhältnisses Kenntnis erlangt haben.

§ 3. Die Maßnahmen zum Schutz von Hinweisgebern gemäß Abschnitt 5 gelten, soweit einschlägig, auch für
1° Mittler;

2° Dritte, die mit den Hinweisgebern in Verbindung stehen und in einem beruflichen Kontext Repressalien erleiden könnten, wie z. B. Kollegen oder Verwandte des Hinweisgebers.“

Art. 8 - In das durch Artikel 2 eingefügte Kapitel IX wird ein Abschnitt 2 mit dem Titel “Interne Meldekanäle und -verfahren“ eingefügt.

Art. 9 - In den durch Artikel 8 eingefügten Abschnitt 2 wird ein Artikel L1219-5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L1219-5 - § 1. Jede Gemeindeverwaltung einer Gemeinde mit zehntausend oder mehr Einwohnern verfügt über mindestens einen Integritätsbeauftragten.

§ 2. Jedes Personalmitglied der Stufe A oder, falls nicht vorhanden, der Stufe B kann gemäß dem Statut der Gemeinde und den Gemeindeverordnungen nach einem internen Aufruf zum Integritätsbeauftragten benannt werden.

Wenn sich nach dem internen Aufruf kein Bewerber freiwillig meldet, ist der Integritätsbeauftragte der stellvertretende Generaldirektor oder, in dessen Abwesenheit, der Generaldirektor.

§ 3. Die Funktionsbeschreibung des Integritätsbeauftragten wird mit den repräsentativen Gewerkschaftsorganisationen abgestimmt.

§ 4. Der gemäß Paragraph 2 benannte Integritätsbeauftragte ist der Integritätsbeauftragte der anderen Dienststellen, die der Gemeinde direkt unterstellt sind. Wenn das Personalstatut vorsieht, dass es mehrere Integritätsbeauftragten gibt, kann einer von ihnen der Integritätsbeauftragte der anderen Dienststellen sein, die der Gemeinde direkt unterstellt sind.

Ein und derselbe kommunale Integritätsbeauftragte kann zusätzlich von einer oder mehreren in Artikel L1219-1 genannten lokalen Behörden oder einem öffentlichen Sozialhilfezentrum oder einer Vereinigung, die dem Kapitel XII des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die ÖSHZ unterliegt, gemeinschaftlich in Anspruch genommen.

§ 5. Die Existenz, die Identität, die Verfügbarkeit, die Erreichbarkeit und die Aufgaben des Integritätsbeauftragten sowie die Vertraulichkeitsregeln werden den Personalmitgliedern und ihren Vertretern sowie dem Gemeinderat, dem Gemeindegremium und den Verwaltungsorganen der Gemeindedienststellen zur Kenntnis gebracht.

§ 6. Klare und leicht zugängliche Informationen über die Kanäle und Verfahren für interne und externe Meldungen werden allen Personen, die in den Anwendungsbereich des vorliegenden Kapitels fallen, zur Verfügung gestellt.“

Art. 10 - In denselben Abschnitt 2 wird ein Artikel L1219-6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L1219-6 - § 1. Der Integritätsbeauftragte hat folgende Aufgaben:

1° Personen, die in Erwägung ziehen, eine Meldung zu machen, Hinweisgebern oder Mittlern zuzuhören, diese zu informieren und zu beraten;

- 2° jede Meldung entgegenzunehmen, zu prüfen und gegebenenfalls zu untersuchen;
- 3° die Folgemaßnahmen von Informationen gemäß diesem Abschnitt zu gewährleisten;
- 4° mit dem Hinweisgeber in Kontakt bleiben, diesen erforderlichenfalls um weitere Informationen ersuchen und ihm Rückmeldung geben;
- 5° über die Existenz und die Bedingungen für die Inanspruchnahme der externen Meldung informieren.

§ 2. Wenn es mehrere Integritätsbeauftragte gibt, kann angegeben werden, dass derjenige, der für die Folgemaßnahmen der Meldungen zuständig ist, nicht derjenige ist, der die Meldungen entgegennimmt und die mit dem Hinweisgeber in Kontakt bleibt, diesen erforderlichenfalls um weitere Informationen ersucht und ihm Rückmeldung gibt.“

Art. 11 - In denselben Abschnitt 2 wird ein Artikel L1219-7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L1219-7 - Der Integritätsbeauftragte übt seinen Auftrag unabhängig und unparteiisch aus.

Zu diesem Zweck sichert ihm das Gemeindegremium die erforderlichen Garantien zu:

- 1° indem er ihn vor unangemessenen Einflüssen oder Druck von jeder Person und auf jede Weise, direkt oder indirekt, schützt, insbesondere vor Druck, um Informationen zu erhalten, die die Ausübung seiner Funktion betreffen oder betreffen könnten;
- 2° indem er ihm die erforderlichen Mittel zur Verfügung stellt, damit er seine Funktion in völlig vertraulicher Weise ausüben kann;
- 3° indem er ihm ermöglicht, alle Kontakte zu pflegen, die für die Ausübung seiner Funktion erforderlich sind;
- 4° indem er ihm ermöglicht, die für die Ausübung seiner Funktion erforderlichen Fähigkeiten und Kenntnisse durch Schulungen zu erwerben oder zu verbessern.“

Art. 12 - In denselben Abschnitt 2 wird ein Artikel L1219-8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L1219-8 - Der Integritätsbeauftragte darf keinen Repressalien ausgesetzt werden, die ganz oder teilweise auf Handlungen beruhen, die er in Ausübung seiner Funktion vorgenommen hat, einschließlich der Androhung von Repressalien oder des Versuchs von Repressalien.

Die in Absatz 1 genannten Repressalien sind insbesondere, sofern sie ganz oder teilweise auf Handlungen beruhen, die im Rahmen der Funktion des Integritätsbeauftragten vorgenommen wurden:

- 1° die Kündigung;
- 2° jegliche Disziplinarmaßnahmen;
- 3° jede negative Bewertung im Rahmen eines Verfahrens, das ihm ein Aufsteigen in der Gehaltstabelle innerhalb seiner Laufbahn ermöglicht;
- 4° die Aufgabenverlagerung oder die Änderung des Arbeitsortes;
- 5° die Verweigerung oder Aussetzung von Fortbildungsmaßnahmen;
- 6° eine negative Bewertung oder eine negative Einschätzung der mit der Meldung verbundenen Fakten;
- 7° die Nötigung, Einschüchterung, Mobbing oder Ausgrenzung;
- 8° jegliche Diskriminierung, benachteiligende oder ungleiche Behandlung.“

Art. 13 - In denselben Abschnitt 2 wird ein Artikel L1219-9 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L1219-9 - § 1. Erhält ein Personalmitglied in einem beruflichen Kontext Informationen über einen begangenen oder drohenden Verstoß, kann es dies unverzüglich seinem Vorgesetzten melden. Wenn er dies für sinnvoller hält, kann er dies direkt dem Integritätsbeauftragten melden.

Das ehemalige Personalmitglied, d.h. eine Person, die nicht mehr im Dienst ist, ein Praktikant, d.h. eine Person, die, ohne Personalmitglied zu sein, ein bezahltes oder unbezahltes Praktikum absolviert, oder ein Ehrenamtlicher, d.h. eine Person, die, ohne Personalmitglied zu sein, unbezahlte Tätigkeiten im Sinne des Gesetzes vom 3. Juli 2005 über die Rechte der Freiwilligen ausübt, der in einem beruflichen Kontext Informationen über einen begangenen oder drohenden Verstoß erhält, kann dies dem Generaldirektor melden, wenn dieser nicht der Integritätsbeauftragte ist. Wenn er dies für sinnvoller hält, kann er dies direkt dem Integritätsbeauftragten melden.

§ 2. Der Vorgesetzte oder Generaldirektor, wenn er nicht der Integritätsbeauftragte ist, der eine Meldung erhält, stellt unverzüglich sicher, dass die Akte unverändert an den Integritätsbeauftragten weitergeleitet wird.

In dem in Absatz 1 genannten Fall wahrt der Vorgesetzte oder der Generaldirektor die Vertraulichkeit der Identität des Hinweisgebers sowie jeder Person, die in der Meldung bezeichnet wird oder mit ihr in Verbindung steht.

§ 3. Anonyme Meldungen werden nicht berücksichtigt.“

Art. 14 - In denselben Abschnitt 2 wird ein Artikel L1219-10 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L1219-10 - Die Meldung an den Integritätsbeauftragten erfolgt in schriftlicher oder mündlicher bzw. in beiden Formen.

Mündliche Meldungen müssen per Telefon oder mittels einer anderen Art der Sprachübermittlung sowie — auf Ersuchen des Hinweisgebers — im Wege einer physischen Zusammenkunft innerhalb eines angemessenen Zeitrahmens möglich sein.

Erfolgt die Meldung in mündlicher Form, erstellt der Integritätsbeauftragte ein Protokoll. Dem Hinweisgeber wird zudem die Möglichkeit gegeben, das Gesprächsprotokoll zu überprüfen und zu korrigieren. Das Protokoll wird von dem Hinweisgeber unterzeichnet.

Eine Bestätigung des Eingangs der Meldung wird dem Hinweisgeber spätestens innerhalb von sieben Tagen nach Eingang der Meldung zugesandt.“

Art. 15 - In denselben Abschnitt 2 wird ein Artikel L1219-11 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L1219-11 - § 1. Der Integritätsbeauftragte prüft die Zulässigkeit der Meldung anhand der in dem vorliegenden Kapitel festgelegten Bedingungen sowie die Gutgläubigkeit des Hinweisgebers.

Der Hinweisgeber wird über die Zulässigkeit seiner Meldung informiert.

Die Meldung ist unzulässig:

- 1° wenn der Integritätsbeauftragte unzuständig ist;
- 2° wenn die Identität des Hinweisgebers unbekannt ist, da anonyme Meldungen über einen mutmaßlichen Verstoß nicht berücksichtigt werden;
- 3° wenn der Hinweisgeber bösgläubig ist;
- 4° bei wiederholten Meldungen, die keine signifikanten neuen Informationen zu einer früheren, abgeschlossenen Meldung enthalten.

Gutgläubig ist, wer berechtigten Grund zu der Annahme hat, dass die gemeldeten Informationen über Verstöße zum Zeitpunkt der Meldung der Wahrheit entsprachen und dass diese Informationen in den Anwendungsbereich des vorliegenden Kapitels fallen.

§ 2. Verfügt der Integritätsbeauftragte über ausreichende Anhaltspunkte, um zu dem Schluss zu gelangen, dass er Kenntnis von einem Verbrechen oder einer Straftat erlangt hat, wendet er unverzüglich das Verfahren nach Artikel 29 des Strafprozessgesetzbuchs an.

§ 3. Im Falle der Unzulässigkeit oder der Anwendung von Artikel 29 des Strafprozessgesetzbuchs setzt der Integritätsbeauftragte den Hinweisgeber sowie den Generaldirektor schriftlich davon in Kenntnis.

Wenn sich herausstellt, dass der Generaldirektor direkt oder indirekt beteiligt ist, informiert der Integritätsbeauftragte das Gemeindegremium schriftlich darüber. Im letzteren Fall ist der Generaldirektor bei der Sitzung des Gemeindegremiums, in der diese Information behandelt wird, nicht anwesend.

Wenn sich herausstellt, dass der Generaldirektor, der direkt oder indirekt beteiligt ist, die Aufgaben als Integritätsbeauftragter ausübt, wendet sich der Hinweisgeber direkt an das Gemeindegremium und gegebenenfalls an die zuständige Integritätsbehörde.

Wenn aufgrund des Gegenstands des festgestellten oder mutmaßlichen Verstoßes oder der Eigenschaft der betroffenen Person ersichtlich ist, dass die Vertraulichkeit oder die Garantie der Unabhängigkeit in Bezug auf die Bearbeitung der Meldung nicht gegeben ist, leitet der Integritätsbeauftragte seine Akte an die zuständige Integritätsbehörde weiter.“.

Art. 16 - In denselben Abschnitt 2 wird ein Artikel L1219-12 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L1219-12 - § 1. Wenn die Meldung zulässig ist, leitet der Integritätsbeauftragte die Untersuchung der Meldung ein.

Die Einleitung und Untersuchung der Meldung setzen Verjährungsfristen oder laufende administrative Beschwerden oder gerichtliche Rechtsbehelfe, die sich auf denselben Sachverhalt beziehen, nicht aus und unterbrechen sie auch nicht.

Im Falle von gerichtlichen Ermittlungen oder Untersuchungen, die die abgegebene Meldung betreffen, setzt der Integritätsbeauftragte seine Untersuchung aus.

§ 2. Der Integritätsbeauftragte wendet die allgemeinen Grundsätze der guten Verwaltungspraxis an und beachtet die Verteidigungsrechte.

§ 3. Der Integritätsbeauftragte gibt der von der Meldung betroffenen Person die Möglichkeit, ihre Argumente zu den vorgeworfenen Tatsachen wirksam vorzubringen, wenn er über ausreichende Elemente verfügt, um auf das Vorliegen eines Verstoßes schließen zu können, nachdem er die Dokumente und Auskünfte erhalten hat, die er für notwendig erachtet. Er achtet in dieser Phase darauf, die Anonymität dieser Person zu gewährleisten.“.

Art. 17 - In denselben Abschnitt 2 wird ein Artikel L1219-13 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L1219-13 - § 1. Der Integritätsbeauftragte kann alle Feststellungen vor Ort machen, sich alle Dokumente und Informationen vorlegen lassen, die er für notwendig erachtet, und alle betroffenen Personen anhören.

Er kann den betroffenen Personen, an die er Fragen richtet, verbindliche Fristen für die Beantwortung seiner Fragen setzen.

§ 2. Artikel 458 des Strafgesetzbuches gilt für den Integritätsbeauftragten.

Der geheime oder vertrauliche Charakter der Unterlagen, deren Übermittlung er beantragt, kann ihm nicht entgegeng gehalten werden, außer im Bereich des Schutz der anwaltlichen und ärztlichen Verschwiegenheitspflichten und des richterlichen Beratungsgeheimnisses sowie im Bereich der Geheimhaltung, die die Landesverteidigung, die Staatssicherheit oder die Außenpolitik betrifft.

Jedes Personalmitglied, das im Rahmen der von dem Integritätsbeauftragten durchgeführten Untersuchung konsultiert wird, ist von jeglicher Verpflichtung zur Wahrung des Berufsgeheimnisses entbunden.“.

Art. 18 - In denselben Abschnitt 2 wird ein Artikel L1219-14 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L1219-14 - § 1. Nach Abschluss der Untersuchung übermittelt der Integritätsbeauftragte dem Generaldirektor oder dem Gemeindegremium in dem in Artikel L1219-11 § 3 Absatz 2 vorgesehenen Fall einen ausführlichen Bericht, dem gegebenenfalls Empfehlungen an die betroffene Person beigefügt sind.

Sofern sein Auftrag nicht gemäß Artikel L1219-12 § 1 Absatz 3 ausgesetzt wird, informiert der Integritätsbeauftragte den Hinweisgeber innerhalb von drei Monaten ab der Empfangsbestätigung der Meldung oder, falls keine Empfangsbestätigung an den Hinweisgeber gesendet wurde, drei Monate nach Ablauf der Frist von sieben Tagen nach der Meldung über die Folgemaßnahmen zu seiner internen Meldung.

Mit einer begründeten Entscheidung kann der Integritätsbeauftragte die in Absatz 2 genannte Frist um weitere drei Monate verlängern. Der Hinweisgeber wird von dieser Entscheidung unterrichtet.

§ 2. Dieser Bericht enthält die Entscheidung des Integritätsbeauftragten:

- 1° festzustellen, dass kein Verstoß vorliegt oder dass ein Verstoß vorliegt;
- 2° dem Generaldirektor oder dem Gemeindegremium in dem in Artikel L1219-11 § 3 Absatz 2 genannten Fall jegliche Empfehlung und gegebenenfalls jeglichen Vorschlag zur Behebung des festgestellten Verstoßes zu unterbreiten;
- 3° der zuständigen lokalen Behörde vorzuschlagen, ein Disziplinar- oder Entlassungsverfahren gegen das Personalmitglied einzuleiten, das einen Verstoß begangen hat.“.

Art. 19 - In das durch Artikel 2 eingefügte Kapitel IX wird ein Abschnitt 3 mit dem Titel “Externe Meldekanäle und -verfahren“ eingefügt.

Art. 20 - In den durch Artikel 19 eingefügten Abschnitt 3 wird ein Artikel L1219-15 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. L1219-15 - § 1. Der externe Meldekanal für festgestellte oder mutmaßliche Verstöße innerhalb der Dienststellen der Gemeindebehörde oder des Organs wird bei der zuständigen Integritätsbehörde eingerichtet.

§ 2. Die zuständige Integritätsbehörde verfügt über die zur Wahrnehmung ihrer Aufgaben erforderlichen Mittel.

§ 3. Die von der zuständigen Integritätsbehörde für die Entgegennahme und Bearbeitung von Meldungen benannten Personalmitglieder sind insbesondere dafür zuständig, Folgendes zu gewährleisten:

1° die Bereitstellung von Informationen über die Meldeverfahren für alle interessierten Personen;

2° die Entgegennahme von Meldungen und entsprechende Folgemaßnahmen gemäß dem vorliegenden Abschnitt;

3° die Aufrechterhaltung und den Kontakt mit dem Hinweisgeber, um ihm Rückmeldung zu geben und ihn gegebenenfalls um weitere Informationen zu bitten.

Die in Absatz 1 genannten Personalmitglieder erhalten eine spezielle Schulung für die Bearbeitung von Meldungen.“

Art. 21 - In den durch Artikel 19 eingefügten Abschnitt 3 wird ein Artikel L1219-16 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. L1219-16 - Die zuständige Integritätsbehörde übt ihren Auftrag unabhängig und autonom aus.

Sie ist so organisiert, dass die Vollständigkeit, Integrität und Vertraulichkeit der Informationen gewährleistet ist und nicht befugten Personalmitgliedern der zuständigen Integritätsbehörde der Zugriff darauf verwehrt wird;

Sie ermöglicht die dauerhafte Speicherung von Informationen gemäß Artikel L1219-31, um weitere Untersuchungen zu ermöglichen.“

Art. 22 - In den durch Artikel 19 eingefügten Abschnitt 3 wird ein Artikel L1219-17 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. L1219-17 - Die zuständige Integritätsbehörde veröffentlicht in einem gesonderten sowie leicht erkennbaren und zugänglichen Abschnitt ihrer Website mindestens folgende Informationen:

1° die Bedingungen für den Schutz nach Maßgabe des vorliegenden Kapitels;

2° die Kontaktdaten für die externen Meldekanäle, insbesondere die E-Mail-Adressen und Postanschriften sowie die Telefonnummern solcher Kanäle mit der Angabe, ob die Telefongespräche aufgezeichnet werden;

3° die geltenden Verfahrensvorschriften für die Meldung von Verstößen, insbesondere die Art und Weise, in der die zuständige Integritätsbehörde den Hinweisgeber auffordern kann, die gemeldeten Informationen zu präzisieren oder zusätzliche Informationen zu liefern, der Zeitrahmen für die Rückmeldung sowie Art und Inhalt dieser Rückmeldung;

4° die geltende Vertraulichkeitsregelung für Meldungen und insbesondere die Informationen über die Verarbeitung personenbezogener Daten — je nach Anwendbarkeit — gemäß Artikel 17 der Richtlinie (EU) 2019/1937 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2019 zum Schutz von Personen, die Verstöße gegen das Unionsrecht melden, Artikel 5 und 13 der Verordnung (EU) 2016/679, Artikel 13 der Richtlinie (EU) 2016/680 oder Artikel 15 der Verordnung (EU) 2018/1725;

5° die Art der zu eingehenden Meldungen zu ergreifenden Folgemaßnahmen;

6° die verfügbaren Abhilfemöglichkeiten und Verfahren für den Schutz vor Repressalien sowie Verfügbarkeit einer vertraulichen Beratung von Personen, die in Erwägung ziehen, eine Meldung zu erstatten;

7° eine Erläuterung, aus der eindeutig hervorgeht, unter welchen Umständen Personen, die eine Meldung an die zuständige Integritätsbehörde richten, nicht wegen Verletzung der Geheimhaltungspflicht gemäß Artikel L1219-29 haftbar gemacht werden können, aber auch, in welchen Fällen diese Haftung eintreten könnte, wenn die Meldung nicht in Übereinstimmung mit den geltenden Vorschriften erfolgt.“

Art. 23 - In den durch Artikel 19 eingefügten Abschnitt 3 wird ein Artikel L1219-18 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. L1219-18 - § 1. Festgestellte oder mutmaßliche Verstöße innerhalb der Dienststellen der Gemeindebehörde oder des Organs können bei der zuständigen Integritätsbehörde eingereicht werden durch:

1° den Integritätsbeauftragten;

2° den Hinweisgeber gemäß Artikel L1219-4 in den folgenden Fällen:

a) Auf seine interne Meldung wurde innerhalb des vorgegebenen Zeitrahmens keine angemessene Maßnahme ergriffen;

b) Aufgrund des Gegenstands des festgestellten oder mutmaßlichen Verstoßes oder der Eigenschaft der betroffenen Person hat er Grund zur Annahme, dass die Vertraulichkeit oder die Garantie der Unabhängigkeit in Bezug auf die Bearbeitung der Meldung nicht gegeben ist;

c) wenn es keinen Integritätsbeauftragten gibt.

§ 2. Anonyme Meldungen werden nicht berücksichtigt.“

Art. 24 - In denselben Abschnitt 3 wird ein Artikel L1219-19 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. L1219-19 - § 1. Der Hinweisgeber nimmt eine Meldung schriftlich oder mündlich vor.

Mündliche Meldungen müssen per Telefon oder mittels einer anderen Art der Sprachübermittlung sowie — auf Ersuchen des Hinweisgebers — im Wege einer physischen Zusammenkunft innerhalb eines angemessenen Zeitrahmens möglich sein.

Erfolgt die Meldung in mündlicher Form, erstellt die zuständige Integritätsbehörde ein Protokoll. Dem Hinweisgeber wird zudem die Möglichkeit gegeben, das Gesprächsprotokoll zu überprüfen und zu korrigieren. Das Protokoll wird von dem Hinweisgeber unterzeichnet.

§ 2 Eine Empfangsbestätigung für die Meldung wird dem Hinweisgeber spätestens sieben Tage nach Eingang der Meldung übermittelt, es sei denn, der Hinweisgeber wünscht ausdrücklich etwas anderes oder die zuständige Behörde hat berechtigten Grund zu der Annahme, dass die Bestätigung des Empfangs der Meldung den Schutz der Identität des Hinweisgebers gefährden würde.“

Art. 25 - In denselben Abschnitt 3 wird ein Artikel L1219-20 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L1219-20 - In Fällen, in denen eine Meldung die über andere Kanäle als die externen Meldekanäle eingegangen ist oder von anderen als den für die Bearbeitung zuständigen Personalmitgliedern entgegengenommen wurde, unterlassen die entgegennehmenden Personalmitglieder es, Informationen offenzulegen, durch die die Identität des Hinweisgebers oder der betroffenen Person bekannt werden könnte, und leiten die Meldung unverzüglich und unverändert an die für die Bearbeitung von Meldungen zuständigen Personalmitglieder weiter."

Art. 26 - In denselben Abschnitt 3 wird ein Artikel L1219-21 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L1219-21 - § 1. Die zuständige Integritätsbehörde prüft die Zulässigkeit der Meldung anhand der in dem vorliegenden Kapitel festgelegten Bedingungen sowie die Gutgläubigkeit des Hinweisgebers. Der Hinweisgeber wird über die Zulässigkeit seiner Meldung informiert.

Die Meldung ist unzulässig:

1° wenn die zuständige Integritätsbehörde unzuständig ist;

2° wenn die Identität des Hinweisgebers unbekannt ist, da anonyme Meldungen über einen mutmaßlichen Verstoß nicht berücksichtigt werden;

3° wenn der Hinweisgeber bösgläubig ist;

4° bei wiederholten Meldungen, die keine signifikanten neuen Informationen zu einer früheren, abgeschlossenen Meldung enthalten.

Gutgläubig ist, wer berechtigten Grund zu der Annahme hat, dass die gemeldeten Informationen über Verstöße zum Zeitpunkt der Meldung der Wahrheit entsprachen und dass diese Informationen in den Anwendungsbereich des vorliegenden Kapitels fallen.

§ 2. Verfügt die zuständige Integritätsbehörde über ausreichende Anhaltspunkte, um zu dem Schluss zu gelangen, dass sie Kenntnis von einem Verbrechen oder einer Straftat erlangt hat, wendet er unverzüglich das Verfahren nach Artikel 29 des Strafprozessgesetzbuchs an.

§ 3. Im Falle der Unzulässigkeit oder der Anwendung von Artikel 29 des Strafprozessgesetzbuchs setzt die zuständige Integritätsbehörde den Hinweisgeber sowie den Generaldirektor schriftlich davon in Kenntnis.

Wenn sich herausstellt, dass der Generaldirektor direkt oder indirekt beteiligt ist, informiert die zuständige Integritätsbehörde das Gemeindegremium schriftlich darüber. Im letzteren Fall ist der Generaldirektor bei der Sitzung des Gemeindegremiums, in der diese Information behandelt wird, nicht anwesend."

Art. 27 - In denselben Abschnitt 3 wird ein Artikel L1219-22 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L1219-22 - § 1. Die zuständige Integritätsbehörde kann entscheiden, dass ein gemeldeter Verstoß eindeutig geringfügig ist und mit Ausnahme des Abschlusses des Verfahrens keine weiteren Folgemaßnahmen gemäß dem vorliegenden Abschnitt erfordert.

Dies berührt nicht andere Verpflichtungen oder andere geltende Verfahren zum Vorgehen gegen den gemeldeten Verstoß, oder den durch das vorliegende Kapitel gewährten Schutz in Bezug auf interne oder externe Meldungen. In diesem Fall teilt die zuständige Integritätsbehörde dem Hinweisgeber ihre Entscheidung und die Gründe hierfür mit.

§ 2. Die zuständige Integritätsbehörde kann beschließen, Verfahren im Falle von wiederholten Meldungen abzuschließen, die im Vergleich zu einer vorangegangenen Meldung, für die die einschlägigen Verfahren abgeschlossen wurden, keine zweckdienlichen neuen Informationen über Verstöße beinhalten, es sei denn, neue rechtliche oder sachliche Umstände rechtfertigen ein anderes Vorgehen. In diesem Fall teilt die zuständige Integritätsbehörde dem Hinweisgeber ihre Entscheidung und die Gründe hierfür mit."

Art. 28 - In denselben Abschnitt 3 wird ein Artikel L1219-23 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L1219-23 - § 1. Wenn die Meldung zulässig ist, oder mit Ausnahme der in Artikel L1219-21 genannten Fälle, leitet die zuständige Integritätsbehörde die Untersuchung der Meldung ein.

Die Einleitung und Untersuchung der Meldung setzen Verjährungsfristen oder laufende administrative Beschwerden oder gerichtliche Rechtsbehelfe, die sich auf denselben Sachverhalt beziehen, nicht aus und unterbrechen sie auch nicht.

Im Falle von gerichtlichen Ermittlungen oder Untersuchungen, die die abgegebene Meldung betreffen, setzt die zuständige Integritätsbehörde ihre Untersuchung aus.

§ 2. Die zuständige Integritätsbehörde wendet die allgemeinen Grundsätze der guten Verwaltungspraxis an und beachtet die Verteidigungsrechte.

§ 3. Die zuständige Integritätsbehörde gibt der von der Meldung betroffenen Person die Möglichkeit, ihre Argumente zu den vorgeworfenen Tatsachen wirksam vorzubringen, wenn sie über ausreichende Elemente verfügt, um auf das Vorliegen eines Verstoßes schließen zu können, nachdem sie die Dokumente und Auskünfte erhalten hat, die er für notwendig erachtet. Sie achtet in dieser Phase darauf, die Anonymität dieser Person zu gewährleisten."

Art. 29 - In denselben Abschnitt 3 wird ein Artikel L1219-24 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L1219-24 - § 1. Die zuständige Integritätsbehörde kann alle Feststellungen vor Ort machen, sich alle Dokumente und Informationen vorlegen lassen, die sie für notwendig erachtet, und alle betroffenen Personen anhören.

Sie kann den betroffenen Personen, an die er Fragen richtet, verbindliche Fristen für die Beantwortung seiner Fragen setzen.

§ 2. Artikel 458 des Strafgesetzbuches gilt für Personalmitglieder, die mit der Wahrnehmung der Aufgaben der zuständigen Integritätsbehörde beauftragt sind.

Der geheime oder vertrauliche Charakter der Unterlagen, deren Übermittlung sie beantragt, kann ihm nicht entzogen werden, außer im Bereich des Schutzes der anwaltlichen und ärztlichen Verschwiegenheitspflichten und des richterlichen Beratungsgeheimnisses sowie im Bereich der Geheimhaltung, die die Landesverteidigung, die Staatssicherheit oder die Außenpolitik betrifft.

Jedes Personalmitglied, das im Rahmen der von der zuständigen Integritätsbehörde durchgeführten Untersuchung konsultiert wird, ist von jeglicher Verpflichtung zur Wahrung des Berufsgeheimnisses entbunden."

Art. 30 - In denselben Abschnitt 3 wird ein Artikel L1219-25 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L1219-25 - § 1. Nach Abschluss der Untersuchung der Meldung erstellt die zuständige Integritätsbehörde einen ausführlichen Bericht, dem gegebenenfalls Empfehlungen an die betroffene Person beigefügt sind.

Die zuständige Integritätsbehörde informiert den Hinweisgeber innerhalb von drei Monaten ab der Empfangsbestätigung der Meldung oder, falls keine Empfangsbestätigung an den Hinweisgeber gesendet wurde, drei Monate nach Ablauf der Frist von sieben Tagen nach der Meldung über die Folgemaßnahmen zu seiner externen Meldung.

§ 2. Dieser Bericht enthält die Entscheidung der zuständigen Integritätsbehörde:

1° festzustellen, dass kein Verstoß vorliegt oder dass ein Verstoß vorliegt;

2° der lokalen Behörde, innerhalb der der Verstoß festgestellt wurde, jegliche Empfehlung und gegebenenfalls jeglichen Vorschlag zur Behebung des festgestellten Verstoßes oder zur Verbesserung der Arbeitsweise ihrer Dienststelle oder ihres Organs zu unterbreiten;

3° der in Ziffer 2 genannten lokalen Behörde jede Empfehlung zu unterbreiten, wenn sie feststellt, dass die Anwendung von Gesetzes-, Dekrets- und Verordnungsbestimmungen zu einer Ungerechtigkeit führt, um eine gerechte Regelung der Situation des Hinweisgebers unter Wahrung seiner Befugnisse zu ermöglichen;

4° der lokalen Behörde vorzuschlagen, ein Disziplinar- oder Entlassungsverfahren gegen das Personalmitglied einzuleiten, das einen Verstoß begangen hat.

§ 3. Mit einer begründeten Entscheidung kann die zuständige Integritätsbehörde die in Paragraph 1 genannte Frist um höchstens sechs Monate verlängern."

Art. 31 - In denselben Abschnitt 3 wird ein Artikel L1219-26 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L1219-26 - Die zuständige Integritätsbehörde darf die Begründetheit einer gerichtlichen Entscheidung nicht in Frage stellen, kann aber Empfehlungen an die betroffene lokale Behörde aussprechen.

Sie kann im Falle der Nichtvollstreckung einer formell rechtskräftig gewordenen gerichtlichen Entscheidung die betroffene lokale Behörde anweisen, der Entscheidung innerhalb einer von ihr gesetzten Frist nachzukommen. Wird diese Anweisung nicht befolgt, so ist die Nichterfüllung der gerichtlichen Entscheidung Gegenstand eines Sonderberichts."

Art. 32 - In denselben Abschnitt 3 wird ein Artikel L1219-27 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L1219-27 - Die zuständige Integritätsbehörde wird darüber informiert, welche Maßnahmen auf ihre Interventionen hin getroffen wurden.

Ist die von der Meldung betroffene lokale Behörde der Ansicht, dass sie eine Empfehlung der zuständigen Integritätsbehörde nicht zu berücksichtigen hat, so übermittelt sie dieser innerhalb von drei Monaten eine begründete Antwort.

Die lokale Behörde informiert den Hinweisgeber regelmäßig über die Maßnahmen, die auf seine Meldung hin ergriffen wurden."

Art. 33 - In denselben Abschnitt 3 wird ein Artikel L1219-28 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L1219-28 - Die zuständige Integritätsbehörde überprüft ihre Verfahren für die Entgegennahme von Meldungen und für Folgemaßnahmen regelmäßig, mindestens jedoch alle drei Jahre. Bei der Überprüfung dieser Verfahren berücksichtigt sie ihre eigenen Erfahrungen sowie die der anderen zuständigen Behörden und passt ihre Verfahren entsprechend an."

Art. 34 - In das durch Artikel 2 eingefügte Kapitel IX wird ein Abschnitt 4 mit dem Titel "Gemeinsame Bestimmungen für interne und externe Meldungen" eingefügt.

Art. 35 - In den durch Artikel 34 eingefügten Abschnitt 4 wird ein Artikel L1219-29 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L1219-29 - § 1. Der Integritätsbeauftragte und die zuständige Integritätsbehörde wahren die Vertraulichkeit der Identität der an der Untersuchung beteiligten Parteien.

Dieses Vertraulichkeitsgebot gilt auch für alle anderen Informationen, aus denen die Identität des Hinweisgebers direkt oder indirekt abgeleitet werden kann.

§ 2. In Abweichung von Paragraph 1 dürfen die Identität des Hinweisgebers, jeder Person, die den Hinweisgeber unterstützt oder an den Untersuchungen beteiligt ist, sowie alle anderen Informationen, aus denen diese Identität direkt oder indirekt abgeleitet werden kann, offengelegt werden, wenn die genannten Personen dies ausdrücklich genehmigen oder wenn dies im Rahmen von Untersuchungen durch die zuständigen Behörden zur Ermittlung von Verstößen oder von Gerichtsverfahren zur Wahrung der Verteidigungsrechte der beschuldigten Personen eine notwendige und verhältnismäßige Pflicht darstellt.

§ 3. Offenlegungen gemäß der Ausnahmeregelung von Paragraph 2 unterliegen angemessenen Garantien nach den geltenden Unionsvorschriften sowie belgischen Vorschriften. Insbesondere wird der Hinweisgeber, bevor seine Identität offengelegt wird, über diese Offenlegung unterrichtet, es sei denn, diese Unterrichtung würde die entsprechenden Untersuchungen oder Gerichtsverfahren gefährden. Im Rahmen der Unterrichtung von Hinweisgebern darüber, dass ihre Identität offengelegt wird, übermitteln der Integritätsbeauftragte oder die zuständige Integritätsbehörde ihnen eine schriftliche Darlegung der Gründe für die Offenlegung der betreffenden vertraulichen Daten.

§ 4. Der Integritätsbeauftragte und die zuständige Integritätsbehörde, denen Informationen über Verstöße zugehen, die Geschäftsgeheimnisse beinhalten, dürfen diese Informationen nicht für Zwecke benutzen oder offenlegen, die über das für ordnungsgemäße Folgemaßnahmen erforderliche Maß hinausgehen."

Art. 36 - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel L1219-30 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L1219-30 - § 1. Der Integritätsbeauftragte oder die zuständige Integritätsbehörde verarbeitet personenbezogene Daten, um die ihm gemäß dem vorliegenden Kapitel übertragenen Aufgaben zu erfüllen, insbesondere wenn er den Empfang der Meldung bestätigt, Kenntnis von ihr nimmt und sie untersucht.

Die Gemeindeverwaltung, in der der Integritätsbeauftragte seine Funktion ausübt, oder die zuständige Integritätsbehörde ist der für die Verarbeitung Verantwortliche.

Der Integritätsbeauftragte oder die zuständige Integritätsbehörde verarbeitet die folgenden personenbezogenen Daten:

1° die Identität, d. h. Name, Vorname, Kontaktdaten, Dienststelle, in der die Person tätig ist, die eine Meldung macht;

2° die Identität jeder Person, die einen Verstoß meldet, sowie ihre Kontaktdaten und die Dienststelle, der sie zugewiesen ist;

3° die Identität jeder Person, die möglicherweise zu einem Verstoß beigetragen hat, Zeuge oder Opfer eines Verstoßes war, oder weil sie im Rahmen der vom Integritätsbeauftragten oder von der zuständigen Integritätsbehörde durchgeführten Untersuchung Informationen beisteuern könnte, sowie ihre Kontaktdaten und ihre Dienststelle, der sie zugewiesen ist;

Der Integritätsbeauftragte oder die zuständige Integritätsbehörde kann die oben genannten Kontaktdaten bei der Personalabteilung beantragen.

§<usb>2. Der Integritätsbeauftragte oder die zuständige Integritätsbehörde übermittelt diese Daten nur:

a) im Falle einer ausdrücklichen Genehmigung durch die Person, die Gegenstand der Offenlegung ist;

b) Im Falle einer Anwendung von Artikel 29 des Strafprozessgesetzbuchs;

c) wenn dies im Rahmen der Untersuchung der für die Aufdeckung von Verstößen zuständigen Behörden oder im Rahmen von Gerichtsverfahren notwendig und verhältnismäßig erscheint im Hinblick auf die Wahrung der Verteidigungsrechte der beschuldigten Personen.

§ 3. Alle im Rahmen des vorliegenden Kapitels erhobenen personenbezogenen Daten werden innerhalb von fünf Jahren nach Abschluss der Untersuchung vernichtet, außer im Falle einer Strafverfolgung oder eines Gerichtsverfahrens; in diesem Fall werden die Daten bis zu zehn Jahre nach Abschluss der Strafverfolgung oder des Gerichtsverfahrens aufbewahrt.

§ 4. Wird die Meldung in elektronischer Form oder per Telefon vorgenommen, kontrolliert der Integritätsbeauftragte oder die zuständige Integritätsbehörde, dass die Meldung in Bezug auf die Vertraulichkeit der Identität des Meldenden, der betroffenen Person und aller an der Meldung beteiligten Personen sicher verarbeitet wird.“.

Art. 37 - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel L1219-31 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L1219-31 - § 1. Der Integritätsbeauftragte oder die zuständige Integritätsbehörde archiviert alle eingegangenen Meldungen unter Einhaltung der Vertraulichkeitsanforderungen nach Artikel L1219-29.

§<usb>2. Bei telefonisch oder mittels einer anderen Art der Sprachübermittlung erfolgten Meldungen, die aufgezeichnet werden, ist der Integritätsbeauftragte oder die zuständige Integritätsbehörde vorbehaltlich der Zustimmung des Hinweisgebers berechtigt, die mündliche Meldung auf eine der folgenden Weisen dokumentieren:

a) durch Erstellung einer Tonaufzeichnung des Gesprächs in dauerhafter und abrufbarer Form, oder

b) durch vollständige und genaue Niederschrift des Gesprächs durch das für die Bearbeitung der Meldungen verantwortliche Personalmitglied.

Der Integritätsbeauftragte oder die zuständige Integritätsbehörde gibt dem Hinweisgeber Gelegenheit, die Niederschrift zu überprüfen und gegebenenfalls zu korrigieren. Die Niederschrift des Gesprächs wird durch den Hinweisgeber unterzeichnet.

§ 3. Bei telefonisch oder mittels einer anderen Art der Sprachübermittlung erfolgten Meldungen, die nicht aufgezeichnet werden, ist der Integritätsbeauftragte oder die zuständige Integritätsbehörde berechtigt, die mündliche Meldung mittels eines genauen, von dem für die Bearbeitung der Meldungen verantwortlichen Personalmitglied erstellten Gesprächsprotokolls zu dokumentieren. Der Integritätsbeauftragte oder die zuständige Integritätsbehörde gibt dem Hinweisgeber Gelegenheit, das Gesprächsprotokoll zu überprüfen, gegebenenfalls zu korrigieren und durch seine Unterschrift zu bestätigen.

§ 4. Wenn die Meldung auf eine Zusammenkunft zwischen dem Hinweisgeber und dem Integritätsbeauftragten oder der zuständigen Integritätsbehörde folgt, werden die vollständige und genaue Aufzeichnungen über die Zusammenkunft in dauerhafter und abrufbarer Form aufbewahrt.

Der Integritätsbeauftragte oder die zuständige Integritätsbehörde ist berechtigt, die Zusammenkunft auf eine der folgenden Weisen zu dokumentieren:

a) durch Erstellung einer Tonaufzeichnung des Gesprächs in dauerhafter und abrufbarer Form, oder

b) durch ein von den für die Bearbeitung der Meldung verantwortlichen Mitarbeitern erstelltes genaues Protokoll der Zusammenkunft.

Der Integritätsbeauftragte oder die zuständige Integritätsbehörde gibt dem Hinweisgeber Gelegenheit, das Protokoll der Zusammenkunft zu überprüfen, gegebenenfalls zu korrigieren und durch seine Unterschrift zu bestätigen.“.

Art. 38 - In das durch Artikel 2 eingefügte Kapitel IX wird ein Abschnitt 5 mit dem Titel “Schutz des Hinweisgebers” eingefügt.

Art. 39 - In den durch Artikel 38 eingefügten Abschnitt 5 wird ein Artikel L1219-32 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L1219-32 - Jede Form von Repressalien gegen den Hinweisgeber aufgrund der Meldung eines Verstoßes, einschließlich der Androhung von Repressalien und des Versuchs von Repressalien, ist untersagt.

Dies schließt insbesondere folgende Repressalien ein:

1° die Kündigung oder die Entlassung von Amts wegen;

2° die Änderung des Arbeitsortes eines Personalmitglieds oder die Ablehnung eines entsprechenden Antrags;

3° die Ordnungsmaßnahme;

4° die Maßnahme zur inneren Ordnung;

5° die Disziplinarmaßnahme;

6° die Maßnahme zur Aussetzung einer Schulung;

7° dem Personalmitglied eine Gehaltserhöhung versagen;

8° dem Personalmitglied Ernennung- oder Beförderungsmöglichkeiten oder Möglichkeiten im Bereich der Laufbahnentwicklung versagen;

9° einem Mitglied des Vertragspersonals die Umwandlung eines befristeten Arbeitsvertrags in einen unbefristeten Vertrag versagen, wenn der Arbeitnehmer berechtigterweise erwarten konnte, dass ihm eine unbefristete Stelle angeboten wird;

10° einem Personalmitglied Erleichterungen vorenthalten, die anderen Mitarbeitern zustehen;

11° einen Urlaub verweigern;

12° eine negative Bewertung vergeben;

13° die Probezeit oder das Praktikum frühzeitig beenden;

14° das Ehrenamt frühzeitig beenden;

15° Maßnahmen zur Nötigung, Einschüchterung, Ausgrenzung oder zum Mobbing treffen;

16° Maßnahmen treffen, durch das Personalmitglied diskriminiert, benachteiligend oder ungleich behandelt wird.“

Art. 40 - In den durch Artikel 38 eingefügten Abschnitt 1 wird ein Artikel L1219-33 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L1219-33 - Hinweisgeber haben Anspruch auf Schutz nach dem vorliegenden Kapitel, sofern

1° sie hinreichenden Grund zu der Annahme hatten, dass die gemeldeten Informationen über Verstöße zum Zeitpunkt der Meldung der Wahrheit entsprachen und dass diese Informationen in den Anwendungsbereich des vorliegenden Kapitels fielen und

2° sie intern gemäß Abschnitt 2 oder extern gemäß Abschnitt 3 Meldung erstattet haben oder eine Offenlegung gemäß Artikel L1219-34 vorgenommen haben.“

Art. 41 - In denselben Abschnitt 5 wird ein Artikel L1219-34 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L1219-34 - § 1. Ein Hinweisgeber, der Informationen offenlegt, hat Anspruch auf Schutz im Rahmen des vorliegenden Kapitels, wenn eine der folgenden Bedingungen erfüllt ist:

1° Er hat zunächst intern und extern oder auf direktem Weg extern gemäß den Abschnitten 2 und 3 Meldung erstattet, aber zu seiner Meldung wurden innerhalb des Zeitrahmens gemäß L1219-14 § 1 Absatz 2 oder Artikel L1219-25 § 1 Absatz 2 und § 3 keine geeigneten Maßnahmen ergriffen; oder

2° der vermutete Verstoß, die Gegenstand der Meldung ist, entspricht der Definition gemäß Artikel 2 L1219-2 Ziffer 1.

§ 2. Der vorliegende Artikel ist nicht auf Fälle anwendbar, in denen eine Person auf der Grundlage spezifischer nationalen Bestimmungen, die ein Schutzsystem für die Freiheit der Meinungsäußerung und die Informationsfreiheit bilden, Informationen unmittelbar gegenüber der Presse offenlegt.“

Art. 42 - In denselben Abschnitt 5 wird ein Artikel L1219-35 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L1219-35 - § 1. Die Schutzfrist beginnt:

1° für den Hinweisgeber an dem Tag, an dem seine Meldung eingeht;

2° für das Personalmitglied, das den Hinweisgeber unterstützt hat, an dem Tag, an dem es von dem Integritätsbeauftragten oder der zuständigen Integritätsbehörde als solches anerkannt wird;

3° für den Integritätsbeauftragten an dem Tag, an dem er sein Amt antritt.

§ 2. Der Schutz geht nicht aus dem alleinigen Grund verloren, dass sich die in gutem Glauben erfolgte Meldung als unrichtig oder unbegründet erwiesen hat oder dass sich die in gutem Glauben übermittelten Informationen als unrichtig oder unbegründet erwiesen haben.“

Art. 43 - In denselben Abschnitt 5 wird ein Artikel L1219-36 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L1219-36 - § 1. Einem Personalmitglied, das einen Verstoß meldet, ohne die in dem vorliegenden Kapitel vorgesehenen Verfahren eingehalten zu haben, wird kein Schutz gewährt.

§ 2. Der Schutz wird dem Personalmitglied, das eine Meldung macht, nicht gewährt, wenn aus dem schriftlichen Prüfungsbericht hervorgeht, dass

1° er in dem vollen Bewusstsein gehandelt hat, dass diese Meldung nicht aufrichtig ist;

2° dass er selbst in den gemeldeten Verstoß verwickelt ist.

§ 3. Der Schutz wird dem Personalmitglied, das an den Untersuchungen beteiligt ist, nicht gewährt, wenn aus dem schriftlichen Prüfungsbericht hervorgeht, dass

1° er dem Integritätsbeauftragten oder der zuständigen Integritätsbehörde vorsätzlich unehrliche, nicht wahrheitsgemäße und offensichtlich unvollständige Informationen zur Verfügung gestellt hat;

2° dass er selbst in den gemeldeten Verstoß verwickelt war.“

Art. 44 - In denselben Abschnitt 5 wird ein Artikel L1219-37 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L1219-37 - Die in Artikel L1219-4 genannten Personen haben gegebenenfalls Zugang zu unterstützende Maßnahmen wie umfassende und unabhängige Information und Beratung über die verfügbaren Abhilfemöglichkeiten und Verfahren gegen Repressalien und die Rechte der betroffenen Person, die der Öffentlichkeit einfach und kostenlos zugänglich sind.“

Art. 45 - In das durch Artikel 2 eingefügte Kapitel IX wird ein Abschnitt 6 mit dem Titel “Schutz betroffener Personen“ eingefügt.

Art. 46 - In den durch Artikel 45 eingefügten Abschnitt 6 wird ein Artikel L1219-38 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L1219-38 - § 1. Der Integritätsbeauftragte oder die zuständige Integritätsbehörde stellt sicher, dass die Identität betroffener Personen während der Dauer einer durch die Meldung oder Offenlegung ausgelösten Untersuchung geschützt bleibt.

§ 2. Die in Abschnitt 4 festgelegten Regeln über den Schutz der Identität von Hinweisgebern gelten auch für den Schutz der Identität betroffener Personen.“.

Art. 47 - In das durch Artikel 2 eingefügte Kapitel IX wird ein Abschnitt 7 mit dem Titel "Sanktionen" eingefügt.

Art. 48 - In den durch Artikel 47 eingefügten Abschnitt 7 wird ein Artikel L1219-39 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L1219-39 - Es liegt kein Verstoß vor, wenn eine Person, die aufgrund des Standes oder Berufes Träger von Geheimnissen ist, unter Einhaltung der in dem vorliegenden Kapitel festgelegten Bedingungen auf Geheimnisse hinweist oder diese offenlegt. Diese Bestimmung gilt unbeschadet des Schutzes der nationalen Sicherheit, des Schutzes von Verschlussachen im Sinne des Gesetzes vom 11. Dezember 1998 über die Klassifizierung und die Sicherheitsermächtigungen, -bescheinigungen und -stellungen, des Schutzes des Berufsgeheimnisses von Rechtsanwälten, des Arztgeheimnisses, des Geheimnisses gerichtlicher Beratungen und des Schutzes der Vorschriften über das Strafverfahren.“.

Art. 49 - In das durch Artikel 2 eingefügte Kapitel IX wird ein Abschnitt 8 mit dem Titel "Keine Aufhebung von Rechten und Rechtsbehelfen" eingefügt.

Art. 50 - In den durch Artikel 49 eingefügten Abschnitt 8 wird ein Artikel L1219-40 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L1219-40 - Die in dem vorliegenden Kapitel vorgesehenen Rechte und Rechtsbehelfe können nicht aufgrund einer Beschäftigungsvereinbarung, -bestimmung, -art oder -bedingung, einschließlich einer Vorabschiedsvereinbarung, aufgehoben oder eingeschränkt werden.

Nichtig sind Vertrags- oder Satzungsbestimmungen, die im Widerspruch zu dem vorliegenden Kapitel oder zu den zu seiner Durchführung erlassenen Vorschriften stehen, sowie Vertragsklauseln, die einen Verzicht auf den darin gewährten Schutz vorsehen, oder die zu seiner Durchführung erlassenen Vorschriften.“.

Art. 51 - In Teil 1, Buch II, Titel III, Kapitel 1, Abschnitt 2 desselben Kodex wird ein Artikel L1231-14 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L1231-14 - Die Artikel L1219-1 bis L1219-40 über die Meldekanäle und den Schutz von Personen, die einen Verstoß melden, gelten mutatis mutandis für die autonomen Gemeinderegien.

Der in Artikel L1219-2 Ziffer 5 definierte Begriff "Organ" ist zu verstehen als Verwaltungsrat, engere Geschäftsführungsorgane und deren Mitglieder.

Jedes Personalmitglied der Stufe A oder, falls nicht vorhanden, der Stufe B kann gemäß dem Statut und der Geschäftsordnung der autonomen Gemeinderegierung nach einem internen Aufruf zum Integritätsbeauftragten benannt werden.

Wenn sich nach dem internen Aufruf kein Bewerber freiwillig meldet, wird die lokale leitende Funktion durch den Integritätsbeauftragten ausgeübt.

Die Funktionsbeschreibung des Integritätsbeauftragten wird mit den repräsentativen Gewerkschaftsorganisationen abgestimmt.

Ein Integritätsbeauftragter ist obligatorisch, wenn die autonome Gemeinderegierung mindestens fünfzig Personalmitglieder hat.

Der Integritätsbeauftragte kann zusätzlich von einer oder mehreren in Artikel L1219-1 genannten lokalen Behörden, öffentlichen Sozialhilfezentren oder Vereinigungen, die dem Kapitel XII des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die ÖSHZ unterliegen, gemeinschaftlich in Anspruch genommen.“.

Art. 52 - In Teil 1, Buch V, Titel II, Kapitel III, Abschnitt 6 desselben Kodex wird ein Artikel L1523-28 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L1523-28 - Die Artikel L1219-1 bis L1219-40 über die Meldekanäle und den Schutz von Personen, die einen Verstoß melden, gelten mutatis mutandis für die Interkommunalen.

Der in Artikel L1219-2 Ziffer 5 definierte Begriff "Organ" ist zu verstehen als Generalversammlung, Verwaltungsrat, engere Geschäftsführungsorgane und deren Mitglieder.

Jedes Personalmitglied der Stufe A oder, falls nicht vorhanden, der Stufe B kann gemäß dem Statut und der Geschäftsordnung der Interkommunale nach einem internen Aufruf zum Integritätsbeauftragten benannt werden.

Wenn sich nach dem internen Aufruf kein Bewerber freiwillig meldet, wird die lokale leitende Funktion durch den Integritätsbeauftragten ausgeübt.

Die Funktionsbeschreibung des Integritätsbeauftragten wird mit den repräsentativen Gewerkschaftsorganisationen abgestimmt.

Ein Integritätsbeauftragter ist obligatorisch, wenn die Interkommunale mindestens fünfzig Personalmitglieder hat.

Der Integritätsbeauftragte der Interkommunale kann zusätzlich von einer oder mehreren in Artikel L1219-1 genannten lokalen Behörden, öffentlichen Sozialhilfezentren oder Vereinigungen, die dem Kapitel XII des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die ÖSHZ unterliegen, gemeinschaftlich in Anspruch genommen.“.

Art. 53 - In Teil 2, Buch II, Titel II, Kapitel 1 desselben Kodex wird ein Artikel L2221-3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L2221-3 - Die Artikel L1219-1 bis L1219-40 über die Meldekanäle und den Schutz von Personen, die einen Verstoß melden, gelten mutatis mutandis für die Provinzen.

Die Artikel L1219-1 bis L1219-40 gelten mutatis mutandis für die autonomen Provinzialregionen.

Jedes Personalmitglied der Stufe A oder, falls nicht vorhanden, der Stufe B kann gemäß dem Statut der Provinz und den Provinzialverordnungen nach einem internen Aufruf zum Integritätsbeauftragten benannt werden.

Wenn sich nach dem internen Aufruf kein Bewerber freiwillig meldet, ist der Integritätsbeauftragte der Generaldirektor oder die lokale leitende Funktion.

Die Funktionsbeschreibung des Integritätsbeauftragten wird mit den repräsentativen Gewerkschaftsorganisationen abgestimmt.

Dies gilt ebenfalls für die autonomen Provinzialregionen. Ein Integritätsbeauftragter ist obligatorisch, wenn der autonome Provinzialregie mindestens fünfzig Personalmitglieder hat.

Der Integritätsbeauftragte kann zusätzlich von einer oder mehreren in Artikel L1219-1 genannten lokalen Behörden, öffentlichen Sozialhilfeszentren oder Vereinigungen, die dem Kapitel XII des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die ÖSHZ unterliegen, gemeinschaftlich in Anspruch genommen.

Für die Provinzen ist der in Artikel L1219-2 Ziffer 5 definierte Begriff "Organ" zu verstehen als Provinzialrat, Provinzialkollegium und deren Mitglieder.

Für die autonomen Provinzialregionen ist der in Artikel L1219-2 Ziffer 5 definierte Begriff "Organ" zu verstehen als Verwaltungsrat, engere Geschäftsführungsorgane und deren Mitglieder."

Art. 54 - Die Regierung erlässt, wenn nötig, Funktionsweise und die Verfahrensmodalitäten, um die Umsetzung dieses Dekrets zu gewährleisten.

Art. 55 - Das vorliegende Dekret tritt am ersten Tag des dritten Monats in Kraft, der auf seine Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* folgt.

Wir fertigen vorliegendes Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 19. Mai 2023

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2022-2023.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1244 (2022-2023) Nr. 1 bis 7.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 17. Mai 2023

Diskussion

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/45247]

19 MEI 2023. — Decreet tot invoeging in het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie van bepalingen betreffende meldingskanalen en de bescherming van personen die melding maken van een inbreuk binnen de diensten of organen van een lokale overheid (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Bij dit decreet wordt Richtlijn (EU) 2019/1937 van het Europees parlement en de Raad van 23 oktober 2019 inzake de bescherming van personen die inbreuken op het Unierecht melden omgezet, voor wat betreft de diensten of organen van lokale overheden.

Art. 2. In Deel I, Boek II, Titel 1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie wordt een hoofdstuk IX ingevoegd met als titel "Meldingskanalen en bescherming van personen die een inbreuk melden".

Art. 3. In hoofdstuk IX, ingevoegd bij artikel 2, wordt een afdeling 1 ingevoegd, met als opschrift "Doel, begripsomschrijving en toepassingsgebied".

Art. 4. In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 3, wordt een artikel L1219-1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L1219-1 Bij dit hoofdstuk wordt richtlijn (EU) 2019/1937 van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2019 inzake de bescherming van personen die inbreuken op het Unierecht melden, omgezet voor wat betreft de diensten en organen van lokale overheden in de zin van artikel L3111-1, § 1, met uitzondering van die bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 4°, 7°, 8°, 9° en 10°."

Art. 5. In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 3, wordt een artikel L1219-2 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. L1219-2. Voor de toepassing van dit hoofdstuk, wordt verstaan onder:

1° *inbreuken*:

a) de handelingen of nalatigheden van een personeelslid van een dienst van het gemeentebestuur bij de uitoefening van zijn functie of van het orgaan, die :

1) onrechtmatig zijn en betrekking hebben op de Uniehandelingen en beleidsterreinen die binnen het in richtlijn 2019/1937 bedoelde materiële toepassingsgebied vallen, of

2) het doel of de toepassing ondermijnen van de regels in de beleidsterreinen die binnen het in richtlijn (EU) 2019/1937 bedoelde materiële toepassingsgebied vallen of;

3) in strijd zijn met Europese, wettelijke, decretale en regelgevende bepalingen die van toepassing zijn onder de nationale wetgeving of;

4) *een onaanvaardbaar risico inhouden voor het leven, de gezondheid of de veiligheid van de mens of voor het milieu, zoals bij besluit bepaald*;

b) opdragen of adviseren aan een personeelslid om een inbreuk als bedoeld onder a) te begaan

c) geen betrekking hebben op handelingen of nalatigheden die uitsluitend de individuele rechten van een personeelslid raken en waarvoor andere meldingskanalen of -procedures bestaan, zoals morele of seksuele intimidatie op het werk beschermd door de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk of discriminatie in de zin van het decreet van 6 november 2008 betreffende de bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie;

d) geen betrekking hebben op zuiver interpersoonlijke conflicten;

2° informatie over inbreuken: informatie, waaronder redelijke vermoedens, over feitelijke of mogelijke inbreuken, die hebben plaatsgevonden of zeer waarschijnlijk zullen plaatsvinden binnen de dienst van het gemeentelijk bestuur of het orgaan waar de melder werkt of heeft gewerkt, alsmede over pogingen tot verhulling van dergelijke inbreuken;

3° personeelslid: een statutair personeelslid of een werknemer met een arbeidsovereenkomst, met inbegrip van personen die uit hoofde van hun statuut of beroep belast zijn met de toevertrouwde geheimen, met inbegrip van vakbondsafgevaardigden;

4° dienst van het gemeentebestuur: het gemeentebestuur, het gewoon gemeentebedrijf, of het secretariaat van de leden van de gemeentecolleges;

5° orgaan: de gemeenteraad, het gemeentecollege en de leden van deze organen;

6° melding of melden: het mondeling of schriftelijk verstrekken van informatie over inbreuken;

7° interne melding: de mondelinge of schriftelijke mededeling van informatie over inbreuken aan de integriteitsreferent

8° integriteitsreferent: het personeelslid van de gemeentebestuur dat is aangesteld om interne meldingen te ontvangen, te onderzoeken en op te volgen overeenkomstig afdeling 2;

9° externe melding: de mondelinge of schriftelijke mededeling van informatie over inbreuken aan de bevoegde autoriteit inzake integriteit;

10° bevoegde autoriteit inzake integriteit: de dienst die door de Regering is aangeduid om externe waarschuwingen te ontvangen, te onderzoeken en op te volgen overeenkomstig afdeling 3;

11° openbaarmaking of openbaar maken: het publiek toegankelijk maken van informatie over inbreuken;

12° melder: een natuurlijke persoon die in de context van zijn werkgerelateerde activiteiten verkregen informatie over inbreuken meldt of openbaar maakt;

13° facilitator: een natuurlijke persoon die een melder bijstaat in het meldingsproces in een werkgerelateerde context en wiens bijstand vertrouwelijk moet zijn;

14° werkgerelateerde context: huidige of vroegere arbeidsactiviteiten binnen de diensten bedoeld in de punten 4° en 5° waardoor, ongeacht de aard van die activiteiten, personen informatie kunnen verkrijgen over inbreuken en waarbij die personen te maken kunnen krijgen met represailles indien zij dergelijke informatie zouden melden;

15° betrokkene: een natuurlijke of rechtspersoon die in de melding of bij de openbaarmaking wordt genoemd als persoon aan wie de inbreuk wordt toegeschreven of met wie die persoon in verband wordt gebracht;

16° represaille: een directe of indirecte handeling of nalatigheid die in een werkgerelateerde context plaatsvindt naar aanleiding van een interne of externe melding of openbaarmaking, en die tot ongerechtvaardigde benadeling van de melder leidt of kan leiden;

17° opvolging: optreden van de integriteitsreferent of een de bevoegde autoriteit inzake integriteit om de juistheid van de in de melding gedane beweringen na te gaan en de gemelde inbreuk zo nodig aan te pakken, onder meer via maatregelen zoals een intern vooronderzoek, een onderzoek, vervolging, een terugvordering van middelen of het beëindigen van de procedure;

18° feedback: het aan de melder verstrekken van informatie over de als opvolging geplande of genomen maatregelen en over de redenen voor die opvolging.”.

Art. 6. In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 3, wordt een artikel L1219-3 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-3. § 1. Dit hoofdstuk bevat gemeenschappelijke minimumnormen voor de bescherming van melders van de volgende inbreuken:

1° *inbreuken die vallen binnen het toepassingsgebied van de handelingen van de Europese Unie opgesomd in de bijlage bij richtlijn (EU) 2019/1937 en die betrekking hebben op de volgende gebieden*:

a) overheidsopdrachten;

b) financiële diensten, producten en markten, voorkoming van witwassen van geld en terrorismefinanciering;

c) productveiligheid en productconformiteit;

d) veiligheid van het vervoer;

e) bescherming van het milieu;

f) stralingsbescherming en nucleaire veiligheid;

g) veiligheid van levensmiddelen en diervoeders, diergezondheid en dierenwelzijn

h) volksgezondheid;

i) consumentenbescherming;

j) bescherming van de persoonlijke levenssfeer en persoonsgegevens, en beveiliging van netwerk- en informatiesystemen;

2° inbreuken waardoor de financiële belangen van de Unie als bedoeld in artikel 325 VWEU en nader toegelicht in relevante Unie maatregelen worden geschaad;

3° inbreuken in verband met de interne markt, als bedoeld in artikel 26, lid 2, VWEU, met inbegrip van inbreuken op de Unieregels inzake mededinging en staatssteun; 4° inbreuken bedoeld in artikel L1219-2, 1°.

§ 2. Dit hoofdstuk is niet van toepassing op het gebied van de nationale veiligheid, behalve wat betreft meldingen van inbreuken op de regels inzake overheidsopdrachten op defensie- en veiligheidsgebied, voor zover deze regels vallen onder Richtlijn 2009/81/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 juli 2009 betreffende de coördinatie van de procedures voor het plaatsen door aanbestedende diensten van bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten op defensie- en veiligheidsgebied, en tot wijziging van Richtlijnen 2004/17/EG en 2004/18/EG.

§ 3. Dit hoofdstuk doet geen afbreuk aan :

1° de bepalingen met betrekking tot de melding van inbreuken die zijn voorzien in andere wettelijke of reglementaire bepalingen en in rechtstreeks toepasselijke Europese bepalingen, met inbegrip van de bepalingen ter uitvoering daarvan;

2° de bepalingen van Unie- of nationaal recht met betrekking tot een van de volgende elementen:

a) de bescherming van gerubriceerde gegevens;

b) de bescherming van het beroepsgeheim van advocaten en van het medisch beroepsgeheim;

c) de geheimhouding van rechterlijke beraadslagingen;

d) strafprocesrecht.

§ 4. Dit hoofdstuk doet geen afbreuk aan de regels betreffende de uitoefening door de personeelsleden van hun recht om hun vakbondsorganisatie te raadplegen en betreffende hun recht op bescherming tegen ongerechtvaardigde benadeling als gevolg van deze raadpleging.”.

Art. 7. In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 3, wordt een artikel L1219-4 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-4. § 1. Dit hoofdstuk is van toepassing op een melder die voor een gemeentebestuur werkt en die informatie over inbreuken heeft verkregen in een professionele context, d.w.z. :

1° het personeelslid dat in de context van zijn werkgerelateerde activiteiten verkregen informatie over inbreuken meldt of openbaar maakt;

2° elke natuurlijke persoon, met inbegrip van ten minste de hieronder bedoelde personen, die informatie over inbreuken meldt die hij of zij in een professionele context heeft verkregen bij de gemeentebestuur of orgaan :

a) de stagiair, d.w.z. de persoon die, zonder een personeelslid te zijn, een bezoldigde of onbezoldigde stage uitvoert;

b) de vrijwilliger, d.w.z. de persoon die, zonder personeelslid te zijn, onbezoldigde activiteiten uitvoert in de zin van de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers.

§ 2 Dit hoofdstuk is ook van toepassing op een melder, indien hij informatie over inbreuken die is verkregen in een beëindigde werkrelatie melden of openbaar maken.

§ 3 De in afdeling 5 vervatte maatregelen ter bescherming van melders zijn, in voorkomend geval, tevens van toepassing op:

1° facilitatoren;

2° derden die verbonden zijn met de melder en die het risico lopen op represailles in een professionele context, zoals collega's of familieleden van de melder.

Art. 8. In hoofdstuk IX, ingevoegd bij artikel 2, wordt een afdeling 2 ingevoegd met als titel “Interne meldingskanalen en -procedures”.

Art. 9. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 8, wordt een artikel L1219-5 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-5. § 1. Elk gemeentebestuur van een gemeente met tienduizend of meer inwoners heeft ten minste één integriteitsreferent.

§ 2 Elk personeelslid van niveau A of, bij gebrek daaraan, niveau B kan na een interne oproep worden aangesteld als integriteitsreferent in overeenstemming met de gemeentelijke statuten en reglementen.

Als er zich na de interne oproep geen kandidaat meldt, is de integriteitsreferent de adjunct-directeur-generaal of, als die er niet is, de directeur-generaal.

§ 3. De functiebeschrijving van de integriteitsreferent is overeengekomen met de representatieve vakbonden.

§ 4. De overeenkomstig paragraaf 2 aangewezen integriteitsreferent is de integriteitsreferent voor de andere diensten die rechtstreeks aan de gemeente rapporteren. Als het personeelsstatuut bepaalt dat er meerdere integriteitsreferenten zijn, kan een van hen de integriteitsreferent zijn voor de andere diensten die rechtstreeks aan de gemeente rapporteren.

Dezelfde gemeentelijke integriteitsreferent kan worden gedeeld met een of meer lokale overheden zoals bedoeld in artikel L1219-1 of met een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of een vereniging die valt onder hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

§ 5 Het bestaan, de identiteit, de beschikbaarheid, de toegankelijkheid en de opdracht van de integriteitsreferent, evenals de vertrouwelijkheidsregels, worden ter kennis gebracht van de personeelsleden en hun vertegenwoordigers, alsook van de Gemeenteraad, het Gemeentecollege en de beheersorganen van de gemeentelijke diensten.

§ 6. Duidelijke en gemakkelijk toegankelijke informatie over interne en externe meldingskanalen en procedures wordt beschikbaar gesteld aan alle personen die onder het toepassingsgebied van dit hoofdstuk vallen.”.

Art. 10. In dezelfde afdeling 2, wordt een artikel L1219-6 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-6. § 1. De integriteitsreferent heeft als opdracht :

1° luisteren, informeren en adviseren van mensen die overwegen te melden, van mensen die gemeld hebben of van mensen die het melden vergemakkelijkt hebben;

2° het ontvangen, onderzoeken van alle meldingen en, indien nodig, het behandelen;

3° opvolging informatie overeenkomstig deze afdeling;

4° de communicatie met de melder onderhouden en, indien nodig, nadere informatie opvragen en feedback geven;

5° informatie verstrekken over het bestaan van en de voorwaarden voor externe melding.

§ 2 Als er meerdere integriteitsreferenten zijn, is het mogelijk om aan te geven dat degene die bevoegd is om de meldingen op te volgen niet degene is die de meldingen ontvangt, die de communicatie met de melder onderhoudt en, indien nodig, om nadere informatie vraagt en feedback geeft.”.

Art. 11. In dezelfde afdeling 2, wordt een artikel L1219-7 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-7. De integriteitsreferent voert zijn opdrachten onafhankelijk en onpartijdig uit.

Hiervoor biedt het gemeentecollege de nodige garanties:

1° door hem te beschermen tegen ongepaste beïnvloeding of druk, van welke aard ook, rechtstreeks of onrechtstreeks, en in het bijzonder tegen druk om informatie te verkrijgen die verband houdt of kan houden met de uitoefening van zijn functie;

2° door hem de nodige middelen ter beschikking te stellen om zijn taken in alle vertrouwelijkheid te kunnen uitvoeren;

3° door hem toe te laten alle contacten te onderhouden die nodig zijn voor de uitoefening van zijn opdrachten;

4° door hem in staat te stellen de vaardigheden en kennis te verwerven of te verbeteren die nodig zijn voor de uitvoering van zijn functie, door middel van opleiding.”.

Art. 12. In dezelfde afdeling 2, wordt een artikel L1219-8 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-8. De integriteitsreferent is niet onderworpen aan represailles die geheel of gedeeltelijk gebaseerd zijn op acties die hij tijdens de uitoefening van zijn functie heeft ondernomen, met inbegrip van bedreigingen of pogingen tot represailles.

De in lid 1 bedoelde represailles zijn met name voor zover zij geheel of gedeeltelijk gebaseerd zijn op handelingen die zijn verricht in het kader van de functie van integriteitsreferent :

1° ontslag;

2° disciplinaire maatregelen;

3° elke negatieve beoordeling als onderdeel van een procedure die hem in staat stelt vooruitgang te boeken in zijn loopbaan;

4° overdracht van taken of verandering van locatie van de arbeidsplaats;

5° weigering of onthouden van opleidingen;

6° een negatieve beoordeling of een negatieve evaluatie van de feiten met betrekking tot de melding;

7° dwang, intimidatie, pesterijen of uitsluiting;

8° elke vorm van discriminatie, nadelige of oneerlijke behandeling.”.

Art. 13. In dezelfde afdeling 2, wordt een artikel L1219-9 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-9. § 1. Elk personeelslid dat in een professionele context informatie verkrijgt over een inbreuk die is begaan of wordt begaan, kan dit onmiddellijk melden aan zijn hiërarchische meerdere. Als hij het gepaster vindt, kan hij de integriteitsreferent rechtstreeks op de hoogte brengen.

Een voormalig personeelslid, d.w.z. een persoon die niet langer in dienst is, een stagiair, d.w.z. een persoon die, zonder personeelslid te zijn, een betaalde of onbetaalde stage loopt, of een vrijwilliger, d.w.z. een persoon die, zonder personeelslid te zijn, onbetaalde activiteiten uitvoert in de zin van de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers, die in een professionele context informatie verkrijgt over een inbreuk die gepleegd is of gepleegd wordt, kan dit melden aan de directeur-generaal wanneer hij niet de integriteitsreferent is. Als hij het gepaster vindt, kan hij de integriteitsreferent rechtstreeks op de hoogte brengen.

§ 2. De hiërarchische meerdere of de directeur-generaal, indien hij niet de integriteitsreferent is, die een melding ontvangt, stuurt het dossier onmiddellijk ongewijzigd door naar de integriteitsreferent.

In het in lid 1 bedoelde geval eerbiedigt de hiërarchische meerdere of de directeur-generaal de vertrouwelijkheid van de identiteit van de melder en van elke persoon die in de melding wordt genoemd of ermee in verband wordt gebracht.

§ 3. Er wordt geen rekening gehouden met anonieme meldingen.”

Art. 14. In dezelfde afdeling 2, wordt een artikel L1219-10 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-10. De melding aan de integriteitsreferent wordt schriftelijk en/of mondeling ingediend.

Mondelinge melding is mogelijk via de telefoon of via andere spraakberichtsysteem, en op verzoek van de melder door middel van een fysieke ontmoeting binnen een redelijke termijn.

Als de melding mondeling gebeurt, wordt er een verslag opgesteld door de integriteitsreferent. De melder krijgt ook de kans om het verslag van het gesprek te controleren en te corrigeren. Het verslag wordt door de melder ondertekend.

Een bevestiging van ontvangst van de melding wordt aan de melder gestuurd, uiterlijk binnen zeven dagen na ontvangst van de melding.”

Art. 15. In dezelfde afdeling 2, wordt een artikel L1219-11 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-11. § 1. De integriteitsreferent gaat na of de melding ontvankelijk is onder de in dit hoofdstuk vastgestelde voorwaarden en of de melder te goeder trouw handelt.

De melder wordt op de hoogte gesteld van de ontvankelijkheid van zijn melding.

De melding is onontvankelijk:

1° als de integriteitsreferent onbevoegd is;

2° als de identiteit van de melder onbekend is, aangezien anonieme meldingen van een vermoedelijke inbreuk niet in aanmerking worden genomen;

3° als de melder te kwader trouw handelt;

4° in het geval van herhaalde meldingen die geen significante nieuwe informatie bevatten met betrekking tot een eerdere, afgesloten melding.

Een persoon die te goeder trouw handelt, is iemand die redelijke gronden heeft om aan te nemen dat de informatie die over inbreuken werd gerapporteerd, waar was op het moment dat de melding werd gedaan en dat deze informatie binnen het toepassingsgebied van dit hoofdstuk valt.

§ 2. Als de integriteitsreferent over voldoende aanwijzingen beschikt om te concluderen dat hij kennis heeft gekregen van een misdaad of misdrijf, past hij onverwijld de procedure van artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering toe.

§ 3. Indien een melding niet ontvankelijk is of artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering wordt toegepast, stelt de integriteitsreferent de melder en de directeur-generaal daarvan schriftelijk in kennis.

Als blijkt dat de directeur-generaal direct of indirect betrokken is, informeert de integriteitsreferent het gemeentecollege schriftelijk. In het laatste geval is de directeur-generaal niet aanwezig bij de vergadering van het gemeentecollege waarop deze informatie wordt besproken.

Als blijkt dat de directeur-generaal, die direct of indirect betrokken is, de rol van integriteitsreferent op zich heeft genomen, neemt de melder rechtstreeks contact op met het gemeentecollege en, indien nodig, met de bevoegde autoriteit inzake integriteit.

Indien het voorwerp van de vastgestelde of de vermoede inbreuk of de status van de betrokken persoon een gebrek aan vertrouwelijkheid of waarborging van onafhankelijkheid bij de behandeling van de melding met zich meebrengt, zendt de integriteitsreferent het dossier door naar de bevoegde autoriteit inzake integriteit.”

Art. 16. In dezelfde afdeling 2, wordt een artikel L1219-12 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-12. § 1. Als de melding ontvankelijk is, voert de integriteitsreferent een onderzoek uit.

Opneming en onderzoek van een melding schort de verjaringstermijn of een lopende administratieve of gerechtelijke procedure met betrekking tot dezelfde feiten niet op, noch onderbreekt deze.

In het geval van een gerechtelijk onderzoek naar de ingediende melding, schort de integriteitsreferent zijn onderzoek op.

§ 2. De integriteitsreferent past de algemene beginselen van behoorlijk bestuur toe en eerbiedigt de rechten van de verdediging.

§ 3. De integriteitsreferent stelt de bij de melding betrokken persoon in de gelegenheid zijn of haar argumenten naar voren te brengen met betrekking tot de ten laste gelegde feiten, indien hij over voldoende informatie beschikt om te kunnen concluderen dat er sprake is van een inbreuk, nadat hij of zij de documenten en informatie heeft ontvangen die hij noodzakelijk acht. In dit stadium waarborgt zij de anonimiteit van deze persoon.”

Art. 17. In dezelfde afdeling 2, wordt een artikel L1219-13 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-13. § 1. De integriteitsreferent kan ter plaatse opmerkingen maken, documenten en informatie opvragen die hij nodig acht en belangstellenden horen.

Hij kan verplichte termijnen opleggen voor antwoorden aan betrokkenen aan wie hij vragen stelt.

§ 2. Artikel 458 van het strafwetboek is van toepassing op de integriteitsreferent.

Het geheime of vertrouwelijke karakter van de opgevraagde documenten kan de verzoeker niet worden tegengeworpen, behalve in zaken van beroepsgeheim van advocaten, medisch geheim en geheimhouding van gerechtelijke beraadslagingen, alsmede in zaken van geheimhouding die verband houden met de landsverdediging, de staatsveiligheid of het buitenlands beleid.

Elk personeelslid dat wordt geraadpleegd in het kader van het onderzoek van de integriteitsreferent is vrijgesteld van elke geheimhoudingsplicht.”.

Art. 18. In dezelfde afdeling 2, wordt een artikel L1219-14 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-14. § 1. Aan het einde van het onderzoek stuurt de integriteitsreferent de directeur-generaal, of het gemeentecollege in het geval bedoeld in artikel L1219-11, § 3, lid 2, een gedetailleerd verslag, eventueel vergezeld van aanbevelingen aan de betrokkene.

Tenzij zijn opdracht is opgeschort, overeenkomstig artikel L1219-12, § 1, lid 3, stelt de integriteitsreferent de melder binnen drie maanden na de ontvangstbevestiging van de interne melding, of bij ontbreken van een ontvangstbevestiging aan de melder, binnen drie maanden na het verstrijken van de termijn van zeven dagen volgend op de melding, in kennis van het gevolg dat aan zijn interne melding is gegeven.

In een met redenen omkleed besluit kan de integriteitsreferent de in lid 2 bedoelde termijn met drie maanden verlengen. De melder wordt van deze beslissing op de hoogte gesteld.

§ 2. Dit verslag bevat de beslissing van de integriteitsreferent :

1° om de afwezigheid of het bestaan van een inbreuk vast te stellen;

2° aan de directeur-generaal, of aan het gemeentecollege in het geval bedoeld in artikel L1219-11, § 3, tweede lid, elke aanbeveling en, in voorkomend geval, elk voorstel te richten om de vastgestelde inbreuk te verhelpen;

3° aan de bevoegde lokale overheid voor te stellen om een tucht- of ontslagprocedure in te leiden tegen het personeelslid dat een inbreuk heeft gepleegd.”.

Art. 19. In hoofdstuk IX, ingevoegd bij artikel 2, wordt een afdeling 3 ingevoegd met als titel “Externe meldingskanalen en procedures”.

Art. 20. In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 19, wordt een artikel L1219-15 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-15. § 1. Het externe meldingskanaal voor vastgestelde of vermoede inbreuken binnen de diensten van het gemeentebestuur of orgaan wordt opgezet met de bevoegde autoriteit inzake integriteit.

§ 2. De bevoegde overheid inzake integriteit beschikt over de nodige middelen om haar opdracht uit te voeren.

§ 3. De personeelsleden die door de bevoegde autoriteit inzake integriteit zijn aangewezen om meldingen in ontvangst te nemen en te verwerken, zijn met name verantwoordelijk voor :

1° het verstrekken van informatie over de meldingsprocedures aan elke geïnteresseerde persoon;

2° het ontvangen en opvolgen van meldingen overeenkomstig deze afdeling;

3° contact onderhouden met de melder om feedback te geven en indien nodig nadere informatie op te vragen.

De in lid 1 bedoelde personeelsleden krijgen een specifieke opleiding voor de verwerking van meldingen.”.

Art. 21. In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 19, wordt een artikel L1219-16 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-16. De bevoegde overheid inzake integriteit voert haar opdracht onafhankelijk en autonoom uit.

Het wordt op zodanige wijze georganiseerd dat de volledigheid, integriteit en vertrouwelijkheid van de informatie gewaarborgd zijn en dat onbevoegd personeel van de bevoegde autoriteit geen toegang heeft tot deze informatie.

Het maakt het mogelijk om informatie op lange termijn op te slaan in overeenstemming met artikel L1219-31 om verder onderzoek mogelijk te maken.”.

Art. 22. In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 19, wordt een artikel L1219-17 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-17. De bevoegde autoriteit inzake integriteit publiceert in een afzonderlijk, gemakkelijk herkenbaar en toegankelijk gedeelte van haar website ten minste de volgende informatie:

1° de voorwaarden om bescherming te genieten krachtens dit hoofdstuk;

2° de nodige contactgegevens voor externe meldingskanalen, in het bijzonder e-mail- en postadressen, en de telefoonnummers van deze kanalen, waarbij wordt aangegeven of telefoongesprekken al dan niet worden opgenomen;

3° de procedures die van toepassing zijn op de melding van inbreuken, met inbegrip van de wijze waarop de bevoegde autoriteit inzake integriteit de melder kan verzoeken de gemelde informatie te verduidelijken of aanvullende informatie te verstrekken, de termijn voor het geven van feedback, alsook het soort feedback en de inhoud ervan;

4° de vertrouwelijkheidsregeling die van toepassing is op waarschuwingen, en in het bijzonder informatie over de verwerking van persoonsgegevens overeenkomstig artikel 17 van Richtlijn (EU) 2019/1937 van het Europees parlement en de Raad van 23 oktober 2019 inzake de bescherming van personen die inbreuken op het Unierecht melden, de artikelen 5 en 13 van Verordening (EU) 2016/679, artikel 13 van Richtlijn (EU) 2016/680 en artikel 15 van Verordening (EU) 2018/1725, voor zover van toepassing;

5° de aard van de opvolging die aan meldingen moet worden gegeven;

6° de rechtsmiddelen en procedures met betrekking tot de bescherming tegen represailles en de mogelijkheid voor personen die overwegen een melding te doen om vertrouwelijk advies te krijgen;

7° een mededeling waarin duidelijk wordt uitgelegd onder welke voorwaarden de aansprakelijkheid van personen die een melding doen aan de bevoegde autoriteit inzake integriteit niet in het geding is wegens een inbreuk op de vertrouwelijkheid overeenkomstig artikel L1219-29, maar ook in welke gevallen deze aansprakelijkheid in het geding kan komen indien de melding niet in overeenstemming met de geldende voorschriften is gedaan.”.

Art. 23. In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 19, wordt een artikel L1219-18 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-18. § 1. Vastgestelde of vermoede inbreuken binnen de diensten van het gemeentebestuur of orgaan worden ingediend bij de bevoegde autoriteit inzake integriteit door:

1° de integriteitsreferent;

2° de melder bedoeld in artikel L1219-4 in de volgende gevallen :

a) er is binnen de voorgeschreven termijn geen passende actie ondernomen naar aanleiding van de interne melding;

b) hij, vanwege het voorwerp van de vastgestelde of vermoede inbreuk of vanwege de hoedanigheid van de betrokkene, kan vrezen dat de vertrouwelijkheid of de garantie van onafhankelijkheid bij de behandeling van de interne melding in het gedrang komt;

c) bij afwezigheid van een integriteitsreferent.

§ 2. Er wordt geen rekening gehouden met anonieme meldingen.”.

Art. 24. In dezelfde afdeling 3, wordt een artikel L1219-19 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-19. § 1. De melder maakt een schriftelijke of mondelinge melding.

Mondelinge melding is mogelijk via de telefoon of via andere spraakberichtsysteem, en op verzoek van de melder door middel van een fysieke ontmoeting binnen een redelijke termijn.

Als de melding mondeling gebeurt, wordt er een verslag opgesteld door de bevoegde autoriteit inzake integriteit. De melder krijgt ook de kans om het verslag van het gesprek te controleren en te corrigeren. Het verslag wordt door de melder ondertekend.

§ 2 Uiterlijk zeven dagen na ontvangst van de melding wordt de melder ervan een ontvangstbevestiging toegezonden, tenzij de melder uitdrukkelijk om een andere ontvangstbevestiging verzoekt of de bevoegde autoriteit gegronde redenen heeft om aan te nemen dat de ontvangstbevestiging de bescherming van de identiteit van de melder in gevaar zou brengen.

Art. 25. In dezelfde afdeling 3, wordt een artikel L1219-20 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-20. Wanneer een melding via andere kanalen dan externe meldingskanalen of door andere personeelsleden dan met de verwerking van meldingen belaste personen wordt ontvangen, onthouden de ontvangende personeelsleden zich van elke onthulling van informatie op grond waarvan de melder of de betrokken persoon kan worden geïdentificeerd, en geven zij de melding onmiddellijk ongewijzigd door aan de met de verwerking van meldingen belaste personeelsleden.”.

Art. 26. In dezelfde afdeling 3, wordt een artikel L1219-21 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-21. § 1. De bevoegde autoriteit inzake integriteit gaat na of de melding ontvankelijk is onder de in dit hoofdstuk vastgestelde voorwaarden en of de melder te goeder trouw handelt. De melder wordt op de hoogte gesteld van de ontvankelijkheid van zijn melding.

De melding is onontvankelijk:

1° als de bevoegde autoriteit inzake integriteit onbevoegd is;

2° als de identiteit van de melder onbekend is, aangezien anonieme meldingen van een vermoedelijke inbreuk niet in aanmerking worden genomen;

3° als de melder te kwader trouw handelt;

4° in het geval van herhaalde meldingen die geen significante nieuwe informatie bevatten met betrekking tot een eerdere, afgesloten melding.

Een persoon die te goeder trouw handelt, is iemand die redelijke gronden heeft om aan te nemen dat de informatie die over inbreuken werd gerapporteerd, waar was op het moment dat de melding werd gedaan en dat deze informatie binnen het toepassingsgebied van dit hoofdstuk valt.

§ 2. Als de bevoegde autoriteit inzake integriteit over voldoende aanwijzingen beschikt om te concluderen dat zij kennis heeft gekregen van een misdaad of misdrijf, past zij onverwijld de procedure van artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering toe.

§ 3. Indien een melding niet ontvankelijk is of artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering wordt toegepast, stelt de bevoegde autoriteit inzake integriteit de melder en de directeur-generaal daarvan schriftelijk in kennis.

Als blijkt dat de directeur-generaal direct of indirect betrokken is, informeert de bevoegde autoriteit inzake integriteit het gemeentecollege schriftelijk. In het laatste geval is de directeur-generaal niet aanwezig bij de vergadering van het gemeentecollege waarop deze informatie wordt besproken.”.

Art. 27. In dezelfde afdeling 3, wordt een artikel L1219-22 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-22. § 1. De bevoegde autoriteit inzake integriteit kan, na grondige overweging, beslissen dat een gerapporteerde inbreuk duidelijk onbeduidend is en geen verdere opvolging vereist in het kader van deze afdeling, behalve de afsluiting van de procedure.

Dit heeft geen invloed op andere verplichtingen of andere toepasselijke procedures die gericht zijn op het verhelpen van de gemelde inbreuk, noch op de bescherming die dit hoofdstuk biedt met betrekking tot interne of externe meldingen. In dergelijke gevallen stelt de bevoegde autoriteit inzake integriteit de melder in kennis van haar beslissing en de redenen voor dat beslissing.

§ 2. De bevoegde autoriteit inzake integriteit kan beslissen procedures af te sluiten met betrekking tot herhaalde meldingen die geen significante nieuwe informatie bevatten over inbreuken met betrekking tot een eerdere meldingen naar aanleiding waarvan de betrokken procedures zijn afgesloten, tenzij nieuwe juridische of feitelijke elementen een ander gevolg rechtvaardigen. In dergelijke gevallen stelt de bevoegde autoriteit inzake integriteit de melder in kennis van haar beslissing en de redenen voor deze beslissing.”.

Art. 28. In dezelfde afdeling 3, wordt een artikel L1219-23 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-23. § 1. Als de melding ontvankelijk is, of met uitzondering van de gevallen waarnaar wordt verwezen in artikel L1219-21, voert de bevoegde autoriteit inzake integriteit een onderzoek uit.

Opneming en onderzoek van een melding schort de verjaringstermijn of een lopende administratieve of gerechtelijke procedure met betrekking tot dezelfde feiten niet op, noch onderbreekt deze.

In het geval van een gerechtelijk onderzoek naar de ingediende melding, schort de bevoegde autoriteit inzake integriteit haar onderzoek op.

§ 2. De bevoegde autoriteit inzake integriteit past de algemene beginselen van behoorlijk bestuur toe en eerbiedigt de rechten van de verdediging.

§ 3. De bevoegde autoriteit inzake integriteit stelt de bij de melding betrokken persoon in de gelegenheid zijn argumenten naar voren te brengen met betrekking tot de ten laste gelegde feiten, indien zij over voldoende informatie beschikt om te kunnen concluderen dat er sprake is van een inbreuk, nadat zij de documenten en informatie heeft ontvangen die zij noodzakelijk acht. In dit stadium waarborgt zij de anonimiteit van deze persoon.”.

Art. 29. In dezelfde afdeling 3, wordt een artikel L1219-24 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-24. § 1. De bevoegde autoriteit inzake integriteit kan ter plaatse opmerkingen maken, documenten en informatie opvragen die zij nodig acht en belangstellenden horen.

Zij kan verplichte termijnen opleggen voor antwoorden aan betrokkenen aan wie zij vragen stelt.

§ 2. Artikel 458 van het Strafwetboek is van toepassing op personeelsleden die belast zijn met de uitvoering van de opdracht van de bevoegde autoriteit inzake integriteit.

Het geheime of vertrouwelijke karakter van de opgevraagde documenten kan de verzoekster niet worden tegengeworpen, behalve in zaken van beroepsgeheim van advocaten, medisch geheim en geheimhouding van gerechtelijke beraadslagingen, alsmede in zaken van geheimhouding die verband houden met de landsverdediging, de staatsveiligheid of het buitenlands beleid.

Elk personeelslid dat wordt geraadpleegd in het kader van het onderzoek van de bevoegde autoriteit inzake integriteit is vrijgesteld van elke geheimhoudingsplicht.”.

Art. 30. In dezelfde afdeling 3, wordt een artikel L1219-25 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-25. § 1. Na onderzoek van de melding stelt de bevoegde autoriteit inzake integriteit een gedetailleerd verslag op dat, indien nodig, vergezeld gaat van aanbevelingen aan de betrokkene.

De bevoegde autoriteit inzake integriteit stelt de melder binnen drie maanden na de ontvangstbevestiging van de externe melding, of bij ontbreken van een ontvangstbevestiging aan de melder, binnen drie maanden na het verstrijken van de termijn van zeven dagen volgend op de melding, in kennis van het gevolg dat aan zijn externe melding is gegeven.

§ 2. Dit verslag bevat het besluit van de bevoegde autoriteit inzake integriteit :

1° om de afwezigheid of het bestaan van een inbreuk vast te stellen;

2° om aan de lokale overheid binnen dewelke de inbreuk werd vastgesteld elke aanbeveling en, in voorkomend geval, elk voorstel te richten om de vastgestelde inbreuk te verhelpen of om de werking van haar dienst of orgaan te verbeteren;

3° om aanbevelingen te doen aan de in 2° bedoelde lokale overheid, indien zij vaststelt dat de toepassing van wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen tot onbillijkheden leidt, teneinde met inachtneming van haar bevoegdheden een billijke oplossing te vinden voor de situatie van de melder;

4° om aan de bevoegde lokale overheid voor te stellen om een tucht- of ontslagprocedure in te leiden tegen het personeelslid dat een inbreuk heeft gepleegd.”.

§ 3. Bij een met redenen omkleed beslissing kan de bevoegde autoriteit inzake integriteit de in paragraaf 1 bedoelde termijn met ten hoogste zes maanden verlengen.”.

Art. 31. In dezelfde afdeling 3, wordt een artikel L1219-26 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-26. De bevoegde autoriteit inzake integriteit kan de gegrondheid van een rechterlijke beslissing niet in twijfel trekken, maar kan wel aanbevelingen doen aan de betrokken lokale overheid.

In geval van niet-naleving van een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing kan zij de betrokken lokale overheid gelasten zich binnen een door haar vast te stellen termijn naar de beslissing te voegen. Als het gerechtelijk bevel niet wordt nageleefd, wordt er een speciaal verslag opgesteld over de niet-naleving van het gerechtelijk bevel.”.

Art. 32. In dezelfde afdeling 3, wordt een artikel L1219-27 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-27. De bevoegde autoriteit inzake integriteit wordt op de hoogte gesteld van de ondernomen actie.

Indien de bij de melding betrokken lokale overheid van oordeel is dat zij een aanbeveling van de bevoegde autoriteit inzake integriteit niet in aanmerking moet nemen, zendt zij binnen drie maanden een met redenen omkleed antwoord aan de bevoegde autoriteit inzake integriteit.

De lokale overheid informeert de melder periodiek over de maatregelen die naar aanleiding van de melding zijn genomen.”.

Art. 33. In dezelfde afdeling 3, wordt een artikel L1219-28 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-28. De bevoegde autoriteit inzake integriteit toetst haar procedures voor het ontvangen en opvolgen van meldingen regelmatig en ten minste om de drie jaar. Bij de herziening van deze procedures houdt zij rekening met haar eigen ervaringen en die van andere bevoegde autoriteiten en past zij haar procedures dienovereenkomstig aan.”.

Art. 34. In hoofdstuk IX, ingevoegd bij artikel 2, wordt een afdeling 4 ingevoegd met als opschrift “Gemeenschappelijke bepalingen voor interne en externe melding”.

Art. 35. In afdeling 4, ingevoegd bij artikel 34, wordt een artikel L1219-29 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-29. § 1. De integriteitsreferent en de bevoegde autoriteit inzake integriteit respecteren de geheimhouding van de identiteit van de partijen die bij het onderzoek betrokken zijn.

Deze geheimhoudingsplicht geldt ook voor alle andere informatie waaruit de identiteit van de melder direct of indirect kan worden afgeleid.

§ 2 In afwijking van paragraaf 1 kunnen de identiteit van de melder en van eenieder die de melder bijstaat of bij het onderzoek betrokken is, en alle overige informatie waaruit die identiteit direct of indirect kan worden afgeleid, worden bekendgemaakt indien de bovengenoemde personen daarvoor uitdrukkelijk toestemming geven of indien zulks noodzakelijk en evenredig blijkt in het kader van onderzoeken die door de met het onderzoek naar strafbare feiten belaste autoriteiten worden gevoerd of in het kader van gerechtelijke procedures, teneinde de rechten van de verdediging van de betrokken personen te vrijwaren.

§ 3. Voor bekendmakingen op grond van de in paragraaf 2 bedoelde afwijking gelden passende waarborgen volgens de toepasselijke Unie- en Belgische voorschriften. In het bijzonder wordt de melder vooraf in kennis gesteld van de bekendmaking van zijn of haar identiteit, tenzij deze informatie het onderzoek of de gerechtelijke procedure in gevaar kan brengen. Wanneer de integriteitsreferent of de bevoegde autoriteit inzake integriteit de melders informeert dat hun identiteit bekend zal worden gemaakt, moeten zij hen een schriftelijke uitleg sturen van de redenen voor het bekendmaken van de betreffende vertrouwelijke gegevens.

§ 4. De integriteitsreferent en de bevoegde autoriteit inzake integriteit die informatie ontvangen over inbreuken op bedrijfsgeheimen, mogen deze informatie niet gebruiken of bekendmaken voor andere doeleinden dan hetgeen noodzakelijk is voor een gedegen opvolging.”.

Art. 36. In dezelfde afdeling 4, wordt een artikel L1219-30 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-30. § 1. De integriteitsreferent of de bevoegde autoriteit inzake integriteit verwerkt persoonsgegevens voor de uitvoering van de opdrachten waarmee hij uit hoofde van dit hoofdstuk is belast, met name bij de ontvangstbevestiging van de melding, de kennisname van de melding en het onderzoek van de melding.

Het gemeentebestuur waar de integriteitsreferent zijn functie uitvoert of de bevoegde autoriteit inzake integriteit is de verantwoordelijke voor de verwerking van de gegevens.

De integriteitsreferent of de bevoegde autoriteit inzake integriteit verwerkt de volgende persoonsgegevens:

- 1° de identiteit, d.w.z. de namen, voornamen, contactgegevens en dienst van toewijzing van elke melder;
- 2° de identiteit van elke persoon die het voorwerp uitmaakt van een melding van een inbreuk en zijn contactgegevens en dienst van toewijzing;
- 3° de identiteit van elke persoon die mogelijk heeft bijgedragen tot, getuige is geweest van of het slachtoffer is geweest van een inbreuk, of die informatie kan verstrekken in het kader van het onderzoek dat wordt uitgevoerd door de integriteitsreferent of de bevoegde autoriteit inzake integriteit, alsook hun contactgegevens en hun dienst van toewijzing.

De integriteitsreferent of de bevoegde autoriteit inzake integriteit kan de bovenstaande contactgegevens opvragen bij de personeelsdienst.

§ 2. *De integriteitsreferent of de bevoegde autoriteit inzake integriteit zendt deze gegevens alleen :*

- a) indien de betrokken persoon uitdrukkelijk toestemming heeft gegeven voor de bekendmaking;
- b) als artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering wordt toegepast;
- c) indien dit noodzakelijk en evenredig lijkt in het kader van onderzoeken die worden uitgevoerd door de autoriteiten die bevoegd zijn voor het onderzoeken van strafbare feiten of in het kader van gerechtelijke procedures om het recht op verdediging van verdachten te waarborgen.

§ 3 Alle op grond van dit hoofdstuk verzamelde persoonsgegevens worden binnen vijf jaar na het einde van het onderzoek vernietigd, behalve in geval van strafrechtelijke vervolging of rechtsvervolging, in welk geval de gegevens tot tien jaar na het einde van de vervolging of rechtsvervolging worden bewaard.

§ 4. Wanneer de melding per computer of telefonisch wordt gegeven, waarborgt de integriteitsreferent of de bevoegde autoriteit inzake integriteit dat deze op een veilige manier wordt verwerkt met betrekking tot de geheimhouding van de identiteit van de persoon die de melding geeft, de betrokken persoon en alle andere bij de melding betrokken personen.”.

Art. 37. In dezelfde afdeling 4, wordt een artikel L1219-31 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-31. § 1. De integriteitsreferent of de bevoegde autoriteit inzake integriteit archiveert alle ontvangen meldingen met inachtneming van de geheimhoudingsvereisten van artikel L1219-29.

§ 2. *Wanneer voor het melden, met instemming van de melder, een telefoonlijn met gespreksopname of een ander spraakberichtsysteem met gespreksopname wordt gebruikt, hebben de integriteitsreferent en de bevoegde autoriteit inzake integriteit het recht om de mondelinge melding te registreren op een van de volgende wijzen:*

- a) door het maken van een opname van het gesprek in een duurzame, opvraagbare vorm, of;
- b) door een volledige en nauwkeurige schriftelijke weergave van het gesprek, opgesteld door de voor het behandelen van de melding verantwoordelijke personeelsleden

De integriteitsreferent of de bevoegde autoriteit inzake integriteit bieden de melder de mogelijkheid de schriftelijke weergave van het telefoongesprek te controleren en te corrigeren. De weergave van het telefoongesprek is ondertekend door de melder.

§ 3. Indien voor de melding een telefoonlijn zonder gespreksopname of een ander spraakberichtsysteem zonder gespreksopname wordt gebruikt, heeft de integriteitsreferent of de bevoegde autoriteiten inzake integriteit het recht om de mondelinge melding te registreren in de vorm van een nauwkeurig verslag van het gesprek, opgesteld door het voor het behandelen van de melding verantwoordelijke personeelslid. De integriteitsreferent of de bevoegde autoriteit integriteit bieden de melder de mogelijkheid het verslag van het gesprek te controleren, te corrigeren en voor akkoord te tekenen.

§ 4. Wanneer de melding volgt op een onderhoud tussen de melder en de integriteitsreferent of de bevoegde autoriteit inzake integriteit, wordt van het onderhoud een volledig en nauwkeurig verslag bijgehouden in een duurzame en opvraagbare vorm.

De integriteitsreferent of de bevoegde autoriteit inzake integriteit heeft het recht om het onderhoud te registreren op een van de volgende wijzen:

- a) door het maken van een opname van het gesprek in een duurzame, opvraagbare vorm, of;
- b) door een nauwkeurig verslag van het onderhoud, opgesteld door de voor het behandelen van de melding verantwoordelijke personeelsleden.

De integriteitsreferent of de bevoegde autoriteit inzake integriteit bieden de melder de mogelijkheid de schriftelijke weergave van het verslag van het onderhoud te controleren, te corrigeren en voor akkoord te tekenen.”.

Art. 38. In hoofdstuk IX, ingevoegd bij artikel 2, wordt een afdeling 5 ingevoegd met als titel “Bescherming van de melder”.

Art. 39. In afdeling 5, ingevoegd bij artikel 38, wordt een artikel L1219-1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-32. Elke vorm van represailles, inclusief dreigingen met en pogingen tot represailles tegen de melder voor het melden van een inbreuk is verboden.

Met name de volgende punten vormen een represaillemaatregel:

- 1° een beslissing tot ontslag of ambtshalve ontslag nemen;
- 2° een personeelslid verplaatsen of een verzoek daartoe weigeren;
- 3° een ordemaatregel nemen;
- 4° een interne ordemaatregel nemen;
- 5° een disciplinaire maatregel nemen;
- 6° een opleidingsopschortende maatregel nemen;
- 7° het ontnemen van een loonsverhoging aan een personeelslid;
- 8° een personeelslid kansen op benoeming, bevordering of loopbaanontwikkeling ontnemen;
- 9° een contractueel personeelslid de omzetting van een tijdelijke arbeidsovereenkomst in een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde duur ontzeggen, wanneer de werknemer terecht mocht verwachten dat hem een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde duur zou worden aangeboden;
- 10° een personeelslid faciliteiten ontzeggen die andere personeelsleden wel genieten;
- 11° verlof weigeren;
- 12° een ongunstige evaluatie geven;
- 13° de stage vervroegd beëindigen;
- 14° het vrijwilligerswerk vervroegd beëindigen;
- 15° maatregelen nemen van dwang, intimidatie, pesterijen of uitsluiting;
- 16° discriminerende maatregelen nemen of nadelige of ongelijke behandeling van een personeelslid.”.

Art. 40. In afdeling 5, ingevoegd bij artikel 38, wordt een artikel L1219-33 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-33. De melder geniet de bescherming waarin dit hoofdstuk voorziet, mits :

- 1° hij redelijke gronden had om aan te nemen dat de op de inbreuken gemelde informatie waar was op het ogenblik dat de melding werd gedaan en dat deze informatie binnen het toepassingsgebied van dit hoofdstuk viel en;
- 2° hij een melding gedaan had, hetzij intern overeenkomstig afdeling 2, hetzij extern overeenkomstig afdeling 3, hetzij openbaar gemaakt overeenkomstig artikel L1219-34”.

Art. 41. In dezelfde afdeling 5, wordt een artikel L1219-34 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-34. § 1. Een persoon die openbaarstellingen doet, geniet de bescherming die door dit hoofdstuk wordt geboden als aan de volgende voorwaarden wordt voldaan:

1° de persoon heeft eerst een interne en externe melding uitgebracht, of heeft rechtstreeks een externe melding uitgebracht overeenkomstig de afdelingen 2 en 3, maar aan de melding is geen gevolg gegeven binnen de termijn bedoeld in artikel L1219-14, § 1, tweede lid, of in artikel L1219-25, § 1, tweede lid, en § 3;

2° de vermoedelijke inbreuk die het voorwerp uitmaakt van de openbaarmaking beantwoordt aan de definitie van artikel L1219-2, 1°.

§ 2. Dit artikel is niet van toepassing op gevallen waarin een persoon informatie rechtstreeks aan de pers verstrekt op grond van specifieke nationale bepalingen waarbij een systeem van bescherming met betrekking tot de vrijheid van meningsuiting en informatie is ingesteld.”.

Art. 42. In dezelfde afdeling 5, wordt een artikel L1219-35 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-35. § 1. De beschermingsperiode begint :

- 1° voor de melder, op de datum van ontvangst van de melding;
- 2° voor het personeelslid dat de melder heeft bijgestaan, op de datum waarop hij als zodanig wordt erkend door de integriteitsreferent of de bevoegde autoriteit inzake integriteit;
- 3° voor de integriteitsreferent, op de datum van zijn indiensttreding.

§ 2. Het voordeel van de bescherming gaat niet verloren om de enkele reden dat een te goeder trouw opgenomen melding onjuist of ongegrond is gebleken of dat te goeder trouw doorgegeven informatie onjuist of ongegrond is gebleken.”.

Art. 43. In dezelfde afdeling 5, wordt een artikel L1219-36 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-36. § 1. Bescherming wordt niet verleend aan een personeelslid dat een inbreuk meldt zonder de procedures in dit hoofdstuk te hebben gevolgd.

§ 2. Er wordt geen bescherming verleend aan een personeelslid dat een melder is, wanneer uit het schriftelijk verslag van het onderzoek blijkt :

- 1° dat hij handelde in de volle wetenschap dat deze aanklacht niet oprecht was;

2° dat hij zelf betrokken is bij de verweten inbreuk.

§ 3 Er wordt geen bescherming verleend aan het personeelslid dat betrokken is bij het onderzoek indien uit het schriftelijk verslag van het onderzoek blijkt :

1° dat hij opzettelijk oneerlijke, onjuiste en kennelijk onvolledige informatie heeft verstrekt aan de integriteitsreferent of de bevoegde autoriteit inzake integriteit;

2° dat hij zelf betrokken was bij de verweten inbreuk.”.

Art. 44. In dezelfde afdeling 5, wordt een artikel L1219-37 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-37. De in artikel L1219-4 bedoelde personen komen in voorkomend geval in aanmerking voor ondersteuningsmaatregelen zoals volledige en onafhankelijke voorlichting en advies, die gemakkelijk toegankelijk zijn voor het publiek en kosteloos zijn, over de beschikbare procedures en rechtsmiddelen, over bescherming tegen represailles en over de rechten van de betrokkene.”.

Art. 45. In hoofdstuk IX, ingevoegd bij artikel 2, wordt een afdeling 6 ingevoegd met als opschrift “Bescherming van betrokkenen”.

Art. 46. In afdeling 6, ingevoegd bij artikel 45, wordt een artikel L1219-38 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-38. § 1. De integriteitsreferent en de bevoegde autoriteit inzake integriteit zorgen ervoor dat de identiteit van de betrokkenen wordt beschermd zolang onderzoeken naar aanleiding van de melding of openbaarmaking lopen.

§ 2. De in de afdeling 4 uiteengezette regels met betrekking tot de bescherming van de identiteit van melders zijn ook van toepassing op de bescherming van de identiteit van de betrokkenen.”.

Art. 47. In hoofdstuk IX ingevoegd bij artikel 2, wordt een afdeling 7 ingevoegd met als opschrift “Sancties”.

Art. 48. In afdeling 7, ingevoegd bij artikel 47, wordt een artikel L1219-39 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-39. Het is niet strafbaar voor een persoon die uit hoofde van zijn hoedanigheid of beroep in het bezit is van geheimen, om deze te melden of openbaar te maken overeenkomstig de voorwaarden van dit hoofdstuk. Deze bepaling geldt onverminderd de bescherming van de nationale veiligheid, de bescherming van gerubriceerde informatie in de zin van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen, de bescherming van het beroepsgeheim van advocaten en het medisch geheim, het geheim van gerechtelijke beraadslagen en de regels van de strafrechtelijke procedure.”.

Art. 49. In hoofdstuk IX, ingevoegd bij artikel 2, wordt een afdeling 8 ingevoegd getiteld “Geen afstand van rechten en remedies”.

Art. 50. In afdeling 8, ingevoegd bij artikel 49, wordt een artikel L1219-40 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1219-40. Er wordt op toegezien dat van de rechten en remedies waarin dit hoofdstuk voorziet, geen ontheffing of beperking mogelijk is bij overeenkomst, door beleid, of door arbeidswijze of arbeidsvoorwaarden, en evenmin door aan geschillen voorafgaande arbitrageovereenkomsten.

Alle contractuele of wettelijke bepalingen die in strijd zijn met dit hoofdstuk of met de bepalingen die zijn aangenomen voor de uitvoering ervan, zijn nietig, evenals alle contractuele clausules die voorzien in een verklaring van afstand van de bescherming die dit hoofdstuk of de bepalingen die zijn aangenomen voor de uitvoering ervan biedt.”.

Art. 51. In het eerste deel, Boek II, titel III, hoofdstuk 1, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel L1231-14 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1231-14. De artikelen L1219-1 tot L1219-40 betreffende meldingskanalen en de bescherming van personen die een inbreuk melden, zijn mutatis mutandis van toepassing op autonome gemeentebedrijven.

De term “orgaan” gedefinieerd in artikel L1219-2, 5°, moet worden begrepen als de raad van bestuur, beperkte bestuursorganen en hun leden.

Elk personeelslid op niveau A of, indien dit niet mogelijk is, niveau B kan na een interne oproep benoemd worden tot integriteitsreferent in overeenstemming met de statuten en reglementen van het autonoom gemeentebedrijf.

Als er geen kandidaat-vrijwilliger is na de interne oproep, is de integriteitsreferent de lokale leidinggevende functie.

De functiebeschrijving van de integriteitsreferent is overeengekomen met de representatieve vakbondsorganisaties.

Een integriteitsreferent is verplicht als het autonoom gemeentebedrijf ten minste vijftig personeelsleden heeft.

De integriteitsreferent kan worden samengevoegd met een of meer lokale overheden zoals bedoeld in artikel L1219-1, openbare centra voor maatschappelijk welzijn of verenigingen die vallen onder hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.”.

Art. 52. In het eerste deel, Boek V, titel II, hoofdstuk III, afdeling 6, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel L1523-28 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1523-28. De artikelen L1219-1 tot L1219-40 betreffende meldingskanalen en de bescherming van personen die een inbreuk melden, zijn mutatis mutandis van toepassing op intercommunales.

De term “orgaan” gedefinieerd in artikel L1219-2, 5°, moet worden begrepen als de algemene bijeenkomst, de raad van bestuur, beperkte bestuursorganen en hun leden.

Elk personeelslid op niveau A of, indien dit niet mogelijk is, niveau B kan na een interne oproep benoemd worden tot integriteitsreferent in overeenstemming met de statuten en reglementen van de intercommunale.

Als er geen kandidaat-vrijwilliger is na de interne oproep, is de integriteitsreferent de lokale leidinggevende functie.

De functiebeschrijving van de integriteitsreferent is overeengekomen met de representatieve vakbondsorganisaties.

Een integriteitsreferent is verplicht als de intercommunale ten minste vijftig personeelsleden heeft.

De integriteitsreferent van de intercommunale kan worden samengevoegd met een of meer lokale overheden zoals bedoeld in artikel L1219-1, openbare centra voor maatschappelijk welzijn of verenigingen die vallen onder hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.”.

Art. 53. In het tweede deel, Boek II, titel II, hoofdstuk 1, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel L2221-3 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L2221-3. De artikelen L1219-1 tot L1219-40 betreffende meldingskanalen en de bescherming van personen die een inbreuk melden, zijn mutatis mutandis van toepassing op provincies.

De artikelen L1219-1 tot en met L1219-40 zijn van overeenkomstige toepassing op autonome provinciale bedrijven.

Elk personeelslid op niveau A of, indien dit niet mogelijk is, niveau B kan na een interne oproep benoemd worden tot integriteitsreferent in overeenstemming met de statuten en provinciale reglementen.

Als er geen kandidaat-vrijwilliger is na de interne oproep, is de integriteitsreferent de directeur-generaal of de lokale leidinggevende functie.

De functiebeschrijving van de integriteitsreferent is overeengekomen met de representatieve vakbondsorganisaties.

Hetzelfde geldt voor de autonome provinciale bedrijven. Een integriteitsreferent is verplicht als het autonoom provinciaal bedrijf ten minste vijftig personeelsleden heeft.

De integriteitsreferent kan worden samengevoegd met een of meer lokale overheden zoals bedoeld in artikel L1219-1, openbare centra voor maatschappelijk welzijn of verenigingen die vallen onder hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Voor de provincies moet de term “orgaan”, gedefinieerd in artikel L1219-2, 5°, betrekking hebben op de provincieraad, het provinciecollege en hun leden.

Voor de autonome provinciale bedrijven moet de term “orgaan” gedefinieerd in artikel L1219-2, 5° worden begrepen als de raad van bestuur, beperkte bestuursorganen en hun leden.”.

Art. 54. De Regering stelt, indien nodig, werkings- en procedureregels vast om de uitvoering van dit decreet te waarborgen.

Art. 55. Dit decreet treedt in werking op de eerste dag van de derde maand na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 mei 2023.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2022-2023.

Stukken van het Waalse Parlement 1244 (2022-2023) Nrs. 1 tot 7.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 17 juni 2023.

Bespreking.

Stemming.